

**UNIVERSITE GALATASARAY  
INSTITUT DES SCIENCES SOCIALES  
DEPARTEMENT DE RADIO-TELEVISION ET CINEMA**

**LES MEDIA DU POUVOIR, LE POUVOIR DES MEDIA**

**THÈSE DE MASTER RECHERCHE**

**Zeynep Arcaç**

**Directrice de recherche: Doç. Dr. Hülya Uğur Tanrıöver**

**Memoire pour l'obtention du DEA  
Communication et Etudes sur les Médias**

**Février, 2007**

## **TABLE DES MATIERES**

### **INTRODUCTION**

### **PREMIERE PARTIE- LES MÉDIA: MYTHE FONDATEUR DE LA DÉMOCRATIE**

#### **Chapitre I - La Démocratie: L'Ultime Degré de Système Politique**

**Section I- Les Fondements de la Démocratie**

**Section II- Les Types de Démocratie**

**Section III- Les Exigences de la Démocratie Moderne**

#### **Chapitre II - Les Média: L'Outil Fort de la Communication Politique**

**Section I- L'Emergence et le Developpement des Média**

**Section II- L'Histoire des Théories de la Communication**

**Sous - Section I - La Domination de l'émetteur**

**Sous - Section II - Le récepteur prend la parole**

**Sous - Section III - La Fonction d'Agenda**

**Sous - Section IV - La Spirale de Silence**

### **DEUXIEME PARTIE – LA DEMOCRATIE EN CRISE, LE QUATRIEME POUVOIR EN QUESTION**

#### **Chapitre I - Le Changement du Contexte Politique**

**Section I - La période du peuple politisé: de la propagande à la communication politique**

**Section II - Indifférence Social et Politique vers le marketing politique**

#### **Chapitre II - Les Média dans les Rapports de Force**

**Section I - Les Média et Le Monde Economique**

**Section II- Les Média et Le Monde Politique**

**TROISIEME PARTIE - L'INFLUENCE DES MEDIA SUR LES ACTIONS POLITIQUES : LE CAS DU JOURNAL RADIKAL ET LE MEN**

**Chapitre I - Les Rapports du pouvoir politique avec les média en Turquie**

- Section I - La liberté idéologique et économique de la presse**
- Section II - L'ère des empires médiatiques**

**Chapitre II - Le Gouvernement Erdoğan**

- Section I - Les élections du 3 Novembre**
- Section II - L'idéologie du parti**

**Chapitre III - Le cas des 100 Œuvres fondamentales**

- Section I - Politique de lecture complémentaire dans les écoles**
- Section II - Crise d'août 2005**
- Section III - Le "scoop" de Radikal en Août 2006**

**CONCLUSION**

**BIBLIOGRAPHIE**

## **INTRODUCTION**

“Les hommes se trompent en ce qu’ils pensent être libres...” Tout objet singulier, en effet, est nécessairement déterminé par quelque cause extérieure à exister et à agir selon une loi précise et déterminée.<sup>1</sup>

Cette idée de Spinoza forme une logique de base pour toute sorte de gouvernement. De façon plus profonde, elle met en place un paradoxe toujours vivante de la démocratie, cette dernière étant considérée comme le meilleur système de gouvernement en raison des libertés qu’elle accorde aux individus-citoyens.

La liberté absolue de l’individu est cédée à une instance plus forte soit par le consentement de l’individu, soit par la prise du pouvoir de cette instance. D’une côté, la façon de prise du pouvoir, d’autre côté la volonté, la nécessité ou l’obligation de l’individu déterminent le mode de gouvernement, le mode d’organisation des sociétés. Par ailleurs, l’individu cherchant à se confier au plus fort, cache en soi la volonté de garder une partie de ses libertés qui lui donne en conséquence son pouvoir.

Cette idée est au fondement de tout pouvoir. Par exemple pour Hobbes, l’homme vivant en “état de nature”<sup>2</sup> est dépourvu de toute sociabilité et vit en conflit permanent avec ses semblables: “L’homme est un loup pour l’homme.” Ayant pris conscience que la perpétuation d’un tel état les conduirait à leur perte, les hommes abandonnent cet état de nature où il n’y a pas de puissance commune, il n’y a pas de loi, pour chercher leur salut dans une société organisée. Par le pacte de l’union conclu entre eux, les

---

<sup>1</sup> SPINOZA, **Lettre à Schuller(1667)**, in *Œuvres Complètes*, Gallimard, éd. De la Pléiade, pp. 1251-1252.

<sup>2</sup> État de nature c’est un état où il n’existe aucune règle et organisation sociale.

hommes renoncent à vivre indépendants et séparés pour se fondre dans une volonté commune incarnée par un souverain absolu.<sup>3</sup>

Selon Locke, l'homme est un être raisonnable qui fait de la recherche du bonheur son but suprême. L'état de nature chez Locke est relativement pacifique. Ce qui fait défaut à l'état de nature, ce sont des lois, des juges et une politique qui permettent de l'organiser en vue de garantir la sûreté, le bien-être et la prospérité des hommes, en un mot d'atteindre le bonheur auquel les hommes aspirent. C'est pourquoi ceux-ci vont se constituer en corps politique afin d'empêcher que l'état de nature ne glisse vers l'état de guerre et la violence.<sup>4</sup>

Un autre penseur à faire commencer son étude par l'état de nature, Rousseau a, contrairement à Hobbes et Locke une vision idyllique de cet état de nature. Pour lui, l'homme est naturellement bon et vit en harmonie avec tout ce qui l'entoure; il ignore la propriété et ne connaît pas la violence. Il est donc libre et heureux. Mais cette communion ne dure pas, avec le développement des techniques apparaît la propriété individuelle; dès lors l'inégalité s'installe. L'égalité naturelle disparaît au profit d'une hiérarchie artificielle qui impose un pouvoir conduisant à la domination et à la servitude.<sup>5</sup>

D'une façon ou de l'autre le pouvoir d'agir selon son propre intérêt, sa propre volonté reste loin d'être réalisable. La vie dans la société exige un pouvoir suprême auquel il faut laisser une partie des libertés "innées". Les phénomènes de l'autorité y entrent en jeu. Ils se rencontrent constamment dans toutes les collectivités, dès lors qu'une personne ou un collège est en mesure d'imposer sa volonté à autrui. Ils impliquent donc nécessairement une double relation de commandement et d'obéissance et par là-même une

---

<sup>3</sup> RAYNAL, Jean-Jacques, Histoire des Grands Courants de la Pensée Politique, Hachette, Paris, 1999, p.19.

<sup>4</sup> ibid, p.75

<sup>5</sup> ibid, p.83

différenciation entre ceux qui dominent et ceux qui ne sont pas en mesure de s'opposer à la volonté des premiers.<sup>6</sup>

De ce fait de l'organisation en communauté, on arrive au concept de "régime politique". Outre les penseurs mentionnés au dessus, beaucoup d'autres ont cherché à formuler les types de gestion et d'organisation des sociétés. Le lexique qui sert aujourd'hui à nommer les principales formes de régimes politiques est largement hérité d'une tradition qui remonte à l'Antiquité grecque.<sup>7</sup> Les trois auteurs – Aristote, Montesquieu, Rousseau - qui ont largement influencé la classification encore valable dans la culture occidentale contemporaine, ont tous un point commun. Leurs classifications sont toutes développées à base de nombre de gouvernants. (Il faut ici faire une remarque, le catégorie du totalitarisme à fait son apparition au XX<sup>e</sup> siècle.)

Que ce soit une trilogie tyrannie-oligarchie-démocratie ou despotisme-monarchie-république, mettre à base de la distinction, le nombre de gouvernants réfère en même temps le degré de consensus et de participation des gouvernés. La catégorie des régimes autoritaires peut être circonscrite à partir de deux éléments. Les gouvernants en place ne soumettent pas réellement leur pouvoir aux aléas d'une compétition politique ouverte lors des élections pluralistes, en outre, ils ne tolèrent pas normalement l'expression publique du désaccords avec eux.<sup>8</sup> Cependant, ils n'exigent pas des citoyens qu'ils partagent intimement l'idéologie des gouvernants, ce qui fait disparaître la nécessité de conviction des citoyens. Contrairement, dans les régimes démocratiques, il existe un principe représentatif en vertu duquel le peuple réputé souverain, délègue à un petit nombre le soin d'exprimer sa volonté et un principe libéral qui privilégie la libre confrontation des opinions donc la libre compétition des candidats à la représentation, ce qui implique la conviction des citoyens par différents moyens dont les média de masse<sup>9</sup> qui, par ailleurs, sont un instrument entre

---

<sup>6</sup> PACTET, Pierre, **Institution Politiques et Droit Constitutionnel**, Masson/Armand Collin, Paris, 1995, p. 17

<sup>7</sup> BRAUD, Philippe, **Sociologie Politique**, L.G.D.J, Paris, 2000, p.188

<sup>8</sup> ibid, p. 202

<sup>9</sup> ibid, p. 193

les mains des citoyens, considérés comme rationnels en faisant leur choix politique.

Les médias, c'est-à-dire l'ensemble des moyens de communication, sont un moyen d'expression essentiel pour les acteurs politiques. L'activité politique dans les régimes démocratiques ne va pas sans communication, c'est-à-dire sans un flot continu à la fois ascendant d'informations, du centre du pouvoir vers les gouvernés et *vice versa*.<sup>10</sup> Cette réciprocité nous fait entrer dans le domaine de communication politique qui s'éloigne du fait de l'injection de l'information, donc de la propagande étant défini par un flux d'informations du haut vers le bas et échappant au contrôle civile. Ainsi la communication politique exercée par les politiciens et les citoyens en même temps, grâce aux médias pour la plupart du temps, peut aider à minimiser les défauts des systèmes démocratiques.

En réalité, les médias sont le moteur de la communication politique, mais à deux conditions. D'abord éviter d'être trop liés aux élites et conserver la fonction de médiation entre les différents milieux de la société. Ils doivent refléter l'hétérogénéité de celle-ci. C'est leur rôle démocratique. D'autant qu'en haut les dirigeants n'ont souvent plus de rapports avec la réalité et n'y accèdent qu'à travers les médias. Si les médias ne reflètent pas mieux la diversité, le risque d'incommunication augmente.<sup>11</sup>

De ce point de vue, on peut dire que les médias constituent un nouveau modèle d'agora qui prévoit une forte participation à la vie politique. Mais il ne faut pas surestimer le rôle des médias car ce dernier peut tout de même présenter un danger pour la démocratie. Premièrement, le financement des médias dépend des capitaux privés qui peuvent vouloir modifier l'information selon leurs intérêts, ou peser sur le fonctionnement démocratique. Deuxièmement, ni les médias, ni l'accès des citoyens aux médias sont égaux.

---

<sup>10</sup> CHEVALIER, Jacques, "Synthèse" dans Curapp, La Communication Politique, Paris, PUF, 1991, cité dans DERVILLE, Gregory, **Le Pouvoir des Médias**, Grenoble, PUG, 1997, p. 137.

<sup>11</sup> WOLTON, Dominique, "Pas de Démocratie sans Communication Politique", Le Monde, 05.06.2005

Outre ces deux, les média en but de s'adresser à un plus grand public peut façonner le discours politique et l'opinion publique.

L'opinion publique se veut l'ultime vérité de l'Etat moderne. En démocratie, elle limite l'empire des gouvernants et légitime les lois, après avoir présidé à leur élaboration.<sup>12</sup> Donc, les média par le biais de leur pouvoir de façonner l'opinion, peuvent façonner tout un système. Les citoyens, qui sont l'instance de "décision" dans les régimes démocratiques, organisent leurs réflexions et leurs opinions en vue des informations qu'ils obtiennent et même de la façon dont ils obtiennent celle-ci.

Il faut aussi mentionner que le positionnement des détenteurs du pouvoir et les média n'est pas non plus équilibré. L'Etat continue à exercer une sorte de pouvoir de contrôle sur les média. Or, l'histoire des relations entre le plus ancien des média – presse- et la démocratie est très longue. Les progrès de la liberté de la presse et ceux de la formation de l'opinion sont allés de pair, la liberté de presse étant à la fois la condition, l'expression et l'indicateur des progrès de la démocratie.<sup>13</sup> Mais, la liberté d'expression respectée par le pouvoir peut se trouver face à une sorte de censure voilée qui est la conséquence des dépendances entre le pouvoir, les média, les besoins des citoyens-consommateurs et les détenteurs du monde économique. Donc le problème a plusieurs dimensions émanant des conditions dans lesquelles les média remplissent leur mission de médiation dans la société démocratique.

L'ampleur des média et la conscience qu'ont ces derniers de leurs forces, risque de bouleverser les rapports dans le champs de domination socio-politique. Considérant leur importance capitale dans la société démocratique, les média deviennent les cibles et les jouets entre les mains des puissances politiques et économiques. Dernièrement, les média s'éloignent de leur mission en se servant de ceux-ci pour cautionner et légitimer l'acte des classes sociales dominantes au lieu d'informer ceux qui

---

<sup>12</sup> BALLE, Francis, **Le Mandarin et Le Marchand**, France, Flammarion, 1995, p. 85.

<sup>13</sup> REMOND, René, "*Média et Démocratie*", **Les Média et nous, Quels pouvoirs? Quelles libertés?**, Paris, ESF, 1994, p.115.

n'ont pas voix au chapitre pour leur permettre de se faire une opinion éclairée sur le déroulement du jeu démocratique.

Il est certain que les médias sont un élément constitutif des systèmes démocratiques viables. A l'heure où le système démocratique et pluripartite s'impose dans la majorité des pays, on mesure l'importance des médias pour assurer la qualité du débat politique et la participation des citoyens, ceci n'étant possible que par la liberté de la communication. Mais il ne suffit pas que les médias soient libres pour qu'ils remplissent leur rôle. Il faut qu'ils soient mis à l'abri des progressions de l'argent ou des politiques et qu'ils jouent leur rôle au service des citoyens.<sup>14</sup>

A partir de ces faits, nous arrivons à la question "Qui domine qui?" Ce sont les médias qui exercent leur pouvoir de contrôle et de domination sur le pouvoir politique et sur la formation des esprits, de l'opinion publique, ou par contre, ce sont les pouvoirs économiques et politiques, dans leur étroite relation de force, qui dominent les médias?

Au cours de notre recherche visant à trouver une réponse à ce problème, nous allons voir premièrement les spécificités des régimes démocratiques, l'émergence des médias et leurs raisons d'existence et d'évaluation dans l'histoire, sans oublier la mise en place des libertés d'expression, de l'opinion et de la presse en tant que mythes fondateurs de la démocratie. Nous allons aussi aborder dans cette première partie les théories de la communication mettant au centre de la communication l'émetteur, le récepteur, le message ou le médium.

Après avoir vu la coexistence et la dépendance réciproque des médias et de la vie politique dans l'histoire, nous allons aborder dans la deuxième partie, premièrement, les effets des médias sur le processus de démocratisation et les rôles variables des médias selon le degré de politisation de la société; et deuxièmement, les relations de domination et de force entre les médias, le pouvoir politique et le monde économique, et les

---

<sup>14</sup> GELARD, Jean Pierre sous la dir., **Médias, Mensonges et Démocratie**, préface d'Alain GRESH, Rennes, PU de Rennes, 2005, pp.17-18.

effets de cette relation sur l'opinion publique qui est la cible commune et la raison d'être de ces phénomènes.

En vue d'approfondir notre étude sur les effets réciproques (action-réaction) des médias et du pouvoir, l'un sur l'autre, nous allons aborder dans la troisième partie, la "crise" des 100 Oeuvres de Base recommandés par Le Ministère de l'Education sous le gouvernement d'AKP (Adalet ve Kalkınma Partisi) présidé par le Premier Ministre Recep Tayyip Erdoğan et les effets de la réaction du journal quotidien Radikal sur l'évaluation de ce sujet par le pouvoir politique et les autres groupes médiatiques.

La méthode documentaire sera utilisée pour ce mémoire car cette recherche exige une infrastructure historique. Pour pouvoir analyser les effets et les évolutions, nous allons nous servir des recherches déjà réalisées. Enfin, pour pouvoir analyser un exemple récent des effets des médias, nous allons réaliser une étude de cas à base d'analyse de textes et d'articles récents parus dans le journal concernant notre recherche et les autres médias pour pouvoir faire une comparaison des points de vue, et pour pouvoir analyser mieux le changement des discours médiatiques selon les réactions que reçoit le sujet. Pour conclure, nous allons chercher à faire une synthèse des réponses données à des questions variables qui forment toutes ensemble le sujet de notre recherche.

## I- Les Média: Mythe Fondateur de la Démocratie

La démocratie au niveau national et au sens moderne n'a existé nulle part dans le monde avant le 17<sup>e</sup> siècle. La raison majeure pour cela était l'absence des média de masse et de l'éducation universelle. Pourtant, pendant cette période, le peuple a commencé à exprimer son opinion plus clairement et ouvertement. Même si ces opinions étaient sous la pression de l'élite politique traditionnelle, elles étaient quand même prises en considération dans la formulation des politiques nationales aux Etats-Unis et en Europe de l'Est. Cela a conduit vers la démocratie moderne.

Par contre, au début du 20<sup>e</sup> siècle, les média de masse étaient devenus des instruments des groupes et des régimes non-démocratiques comme les fascistes, les nazis et les communistes au cours de leur chemin de la prise du pouvoir et de la manipulation de la société, ce qui montre que la présence des média de masse n'assure pas par sa nature, la démocratie. Historiquement, les média de masse dans la démocratie moderne ont ces deux caractéristiques: ils peuvent assurer la prise de conscience des chefs politiques de l'opinion publique, mais aussi ils peuvent être utilisés par ceux-ci dans le but de contrôler et de manipuler les masses. Donc, il faut voir les caractéristiques des régimes politiques, surtout de la démocratie dans notre cas, pour pouvoir analyser l'usage dont ceux-ci font des média.

Comment sont-ils apparus les systèmes politiques, comment sont-ils évalués, quels sont leurs caractéristiques qui différencient les uns des autres?

Selon David Easton, "un système politique peut être défini comme l'ensemble des interactions par lesquelles les objets de valeur sont répartis par voie d'autorité dans une société".<sup>15</sup> Pour concrétiser le contenu de ce

---

<sup>15</sup> EASTON David, Analyse du Système Politique, Paris, Armand Colin, 1974, p.23.

système politique global, on admettra qu'il inclut les pouvoirs publics, les partis et les groupes d'intérêts qui interviennent sur la scène politique ainsi que l'ensemble des processus de mobilisation, de participation et de représentation à travers lesquels se construisent les relations entre profanes et professionnels de la politique, entre gouvernés et gouvernants.<sup>16</sup>

Les relations entre les gouvernés et les gouvernants définissent à leur tour le type de régime dans lequel on se trouve et le degré du pouvoir qu'ont les détenteurs. Le contrôle du pouvoir ayant aucun sens dans l'Empire chrétien gouverné par le Prince qui est le représentant du Dieu sur terre, en Egypte où le Pharaon s'affirme Dieu ou bien dans l'Etat monarchique où une personne décide souverainement sans avoir de compte à rendre à personne, individu ou corps, gagne sa place grâce à la souveraineté de la nation. La nation placée au cœur de l'Etat par son pouvoir de décision et de contrôle, ouvre la voie vers la démocratie.

### **A- La Démocratie: L'Ultime Degré de Système Politique**

La démocratie, se distinguant des autres régimes politiques met à la base de tout, l'égalité entre les hommes, et la liberté qui exigent par eux-mêmes la séparation des pouvoirs. Par le biais des élections dans les démocraties modernes, la souveraineté divine, la souveraineté naturelle et hiérarchique laissent la place à la souveraineté de la nation. Le peuple ayant accordé son pouvoir à un instance défini par son consentement garde en soi le pouvoir de contrôle. Par conséquent, les gouvernants dans les régimes démocratiques sont censés représenter la volonté du peuple tout entier.

Les citoyens d'une république démocratique dépendent de la Loi qu'ils se sont donnée, et non de la volonté arbitraire d'un prince. On pensait qu'une république ne pouvait fonctionner que si l'égalité fondamentale des citoyens était garantie et respectée. La participation politique égale, était la

---

<sup>16</sup> BRAUD, p. 159.

condition requise pour que tous les citoyens consentent et obéissent aux lois élaborées par eux-mêmes.<sup>17</sup> Ainsi, Siéyès qui était le théoricien de la souveraineté nationale explique celle-ci: “La nation existe avant tout, elle est à l’origine de tout; sa volonté est toujours légale; elle est la loi même.”<sup>18</sup>

La démocratie directe était un système conforme aux caractéristiques de la démocratie tels que définis. Mais la démocratie représentative peut-elle répondre aux exigences des citoyens? Par principe, la réponse est ‘oui’. Parce que la démocratie représentative assure aux citoyens la possibilité de choisir librement les gouvernants qui vont à leur tour décider au nom de la nation. Par ailleurs, le suffrage universel qui se trouve au fondement de la démocratie assure une démarche égale, car chaque citoyen a le droit de vote et n’en a qu’un seul.

De ce fait, on peut déduire que le suffrage universel met en place l’équivalent d’un “agora” de la démocratie athénienne. Mais il ne faut pas oublier que la démocratie athénienne exigeait le rassemblement des citoyens à l’agora pour toutes prises de décisions alors que la démocratie représentative, par le biais du suffrage universel donne seulement la possibilité de choisir les gouvernants.

## **1. Les Fondements de la Démocratie**

Le premier modèle de démocratie est sans doute la démocratie athénienne. Du point de vue politique, la cité athénienne va fournir au V<sup>e</sup> siècle avant J.C., le premier modèle d’un régime qualifié de démocratie. Ce modèle repose sur trois principes essentiels: l’égalité devant la loi, l’égalité participation de tous aux affaires publiques et la liberté d’opinion. Il suppose également une certaine égalité sociale, mais cette égalité est bien sûr réservée aux seuls citoyens, et ne concerne ni les femmes, ni les métèques

---

<sup>17</sup> FRÖSCHL Thomas, “*Vertus Républicaines et Etat libre*”, **Iconographie, Propagande et Légitimation**, Paris, PUF, 2001, p. 287.

<sup>18</sup> LAVROFF Georges, **Histoire des Idées Politiques**, Paris, Dalloz, 1994, p.112.

ni les esclaves.<sup>19</sup> Pourtant, la démocratie athénienne, comme tous les autres régimes garde la volonté de légitimation et de persuasion. D'où la rhétorique devenant la qualité la plus importante des gouvernants de la Grèce Antique.

Passant par une longue période d'absence de démocratie, les idéologies de la Grèce antique voient leur réapparition sur la scène théorique. Rousseau, Hobbes et Locke partent de l'Etat de nature, pour mettre en place le consentement volontaire ou non du peuple sur le pouvoir politique. La société issue du contrat social est une société libre car chacun ayant aliéné tous ses droits en faveur de tous n'obéit qu'à lui-même. Par ailleurs, elle est égalitaire car chacun renonce à ses droits existant en état de nature en faveur de tous et reçoit donc autant qu'il donne. L'Homme n'est plus limité par les exigences sociales. Par contre, il n'acquiert aucune protection, ni garantie car les autres ont les mêmes droits. Donc cette renonciation est la limitation des libertés de chacun de façon égale afin d'acquérir d'une certaine garantie pour les droits qui restent. Les citoyens s'engagent dans les mêmes conditions et doivent jouir des mêmes droits.<sup>20</sup>

Un autre modèle important est le modèle britannique. Les grandes luttes politiques du XVII<sup>e</sup>, marqués par les révolutions de 1648 et 1689 et soutenues victorieusement par le Parlement contre la dynastie absolutiste, forment le point de départ de l'évolution. Dans le même temps, de grands textes sont adoptés en vue de protéger les droits individuels et de rappeler les lois fondamentales du royaume. Ce nouveau système était libérale mais n'était pas démocratique, son support électoral demeurant très étroit. Ce n'est qu'en 1918 que le suffrage universel masculin et féminin était adopté.<sup>21</sup>

La démocratie en Amérique fait son apparition en 1828 par l'élection de Jackson. Son élection est doublement symbolique: premièrement, l'Ouest devient la partie intégrante de l'Union et accède à l'égalité des droits. Elle marque aussi une étape sur la voie de l'évolution démocratique. Jackson

---

<sup>19</sup> RAYNAL, p.9.

<sup>20</sup> LAVROFF, pp. 108-109.

<sup>21</sup> PACTET, p. 166.

inaugure sur une échelle aussi vaste que le permet l'extension de l'administration, le *spoils system* qui fera beaucoup pour son impopularité en Europe, mais qui est conforme au principe démocratique, puis qu'il délègue l'exercice des fonctions administratives à ceux qui ont obtenu la confiance de la majorité.<sup>22</sup>

La révolution Française marque l'un des points les plus importants pour l'histoire de la démocratie. Avec la tradition des Lumières, dans les premières semaines de 1789, alors que se multiplient brochures, libelles, feuilles plus ou moins périodiques, les Français prennent la parole dans toutes les paroisses de France, à l'occasion de la rédaction des cahiers de doléances, et préparent les élections dans le cadre des bailliages, le tout dans un atmosphère d'agitation et de crise frumentaire consécutive à la mauvaise récolte de 1788 et à l'hiver exceptionnellement rigoureux qui suit. Enfin, le 4 mai 1789, les états généraux s'ouvrent à Versailles par le défilé solennel des 1139 députés en trois groupes bien distincts: les 291 députés du clergé, les 270 députés de la noblesse, les 578 élus du tiers, dernière représentation que la société d'Ancien Régime se donne d'elle-même.<sup>23</sup>

L'Acte emblème de la Révolution, La Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen est le texte qui résume le mieux les idées des Révolutionnaires et qui a eu le plus d'impact sur l'époque. La Révolution introduit dans la réalité politique deux principes fondamentaux qui vont constituer les bases de la démocratie libérale: la souveraineté de la nation et les droits de l'homme. C'est là que les principes déjà affirmés par les théoriciens de la politique voient leur apparition de façon institutionnelle pour la première fois.

Sans entrer dans le détail de l'organisation politique, la Déclaration réaffirme l'absolue nécessité de la séparation des pouvoirs et du respect de la volonté générale en tant que fondement du pouvoir. Au sujet de la Loi, expression de la volonté générale, elle indique: " La loi est l'expression de la

---

<sup>22</sup> REMOND René, **Histoire des Etats-Unis**, Paris, PUF, 2003, pp.44-58.

<sup>23</sup> LEBRUN François, **L'Europe et le Monde (XVI<sup>e</sup>, XVII<sup>e</sup>, XVIII<sup>e</sup> siècle)**, Paris, Armand Colin, 1990, p. 252,

volonté générale. Tous les citoyens ont le droit de concourir personnellement, ou par leurs représentants, à sa formation.(...)” (article 6).<sup>24</sup> Elle ouvre donc la possibilité de recourir au sein d’un régime représentatif, à des techniques relevant de la démocratie directe.

Les exemples de démocratie dans l’histoire, quel que soit leur type et leur mode de fonctionnement, ont tous des points communs importants qui forment le fondement des démocraties modernes. La séparation des pouvoirs devenant le principe indispensable de l’égalité et de liberté, assure la survie du régime par son caractère ouvrant la voie au contrôle et échappant à l’abus du pouvoir.

Les principes de la liberté et de l’égalité issues des exigences des hommes vivant en société, assurent à leur tour la place de l’homme et du citoyen au centre des régimes démocratiques, ce dernier étant par nature le ‘gouvernement du peuple’.

Les critiques de ces principes comme celle d’Alain Touraine<sup>25</sup> par exemple qui met l’égalité plutôt à la base des régimes communistes que les régimes démocratiques<sup>26</sup>, ou celle de Tocqueville qui, en prenant conscience du risque de contradiction entre la démocratie – gouvernement de la majorité – et la liberté, exprime la crainte de voir l’individu asservi par le nombre<sup>27</sup>, ouvrent la porte pour de nouveaux champs. La position des fondements des démocraties, les mécanismes et le degré de réalisation de ces idéales varient selon les types de sociétés et passant par là selon les types de démocratie.

## **2. Les Types de Démocratie**

La démocratie a été définie de deux manières différentes. Pour certains, il s’agit de donner forme à la souveraineté populaire; pour d’autres,

---

<sup>24</sup> RAYNAL, pp.88-90,

<sup>25</sup> TOURAINE Alain, Qu’est-ce que la Démocratie?, Fayard, Paris, 1994, p.168,

<sup>26</sup> L’égalité dans la critique de Touraine est plus proche une égalité sociale qu’une égalité juridique et/ou politique.

<sup>27</sup> RAYNAL, p. 94,

d'assurer la liberté du débat politique. Dans le premier cas, la démocratie est définie par sa substance, dans le second par ses procédures. La seconde définition est la plus simple à énoncer: "la liberté des élections, préparée et garantie par la liberté d'association et d'expression, doit être complétée par des règles de fonctionnement des institutions qui empêchent le détournement de la volonté populaire, le blocage des délibérations et des décisions, la corruption des élus et des gouvernants"<sup>28</sup>. Donc, au sens le plus général, la démocratie désigne un système politique dans lequel le peuple exerce la souveraineté de façon libre.

Dans la tradition politique athénienne, la démocratie signifiait le pouvoir direct (*kratos*) par et pour le peuple (*demos*). La première forme de démocratie est donc la démocratie directe dans laquelle chaque citoyen participe directement au pouvoir et y exerce son métier de souverain.<sup>29</sup> Bien entendu, un tel régime ne peut s'appliquer qu'à de très petites unités. C'est pourquoi on le conçoit mieux au niveau communal qu'au niveau de l'Etat.

Par ailleurs, cette forme de démocratie exige une très délicate préparation des projets de lois qui vont être votés par les citoyens en entier et aussi, une bonne connaissance des citoyens sur la vie politique et sociale, donc un flot d'information continue et efficace.

La nécessité de légitimation du pouvoir politique existe au cœur de la démocratie directe comme dans toutes les autres formes de gouvernement. Cette nécessité va de pair avec l'obligation de persuader et de convaincre les citoyens. Donc la communication gagne un autre sens dans la démocratie athénienne. Les écoles de rhétorique se développent car de bons arguments prononcés de bonne façon ouvrent la voie vers le pouvoir.

De nos jours, la démocratie directe a cédé la place à la démocratie représentative. Dans ce type de démocratie, l'exercice du pouvoir est confié à des représentants élus au suffrage universel et chargés de décider au nom

---

<sup>28</sup> TOURAINE, p.165,

<sup>29</sup> LOBET-MARIS Claire et VAN BASTELAER Béatrice, "Démocratie électronique et Citoyenneté Virtuelle", Wallonie, Mars 2000

de la Nation ou de l'ensemble du peuple. La démocratie représentative implique évidemment que tous les citoyens participent à l'élection des représentants, ce qui revient à dire qu'elle exige le suffrage universel, de préférence directe.<sup>30</sup>

Le système représentatif se justifie premièrement par la division du travail entre la masse qui doit travailler et n'a donc pas le temps de défendre elle-même ses intérêts et ceux qui s'engagent à les défendre à sa place. Ainsi, les causes démographiques et économiques obligent une professionnalisation de la politique.

Deuxièmement, ce système se justifie par le fait que la diversité des intérêts représentés permet d'éviter la position dominante de certains groupes et que la discussion, l'échange des idées et la confrontation des opinions qui ont lieu au Parlement, via la délibération, contribuent à la formation de la volonté générale, qui n'est plus une et indivisible. Mais ces justifications ne suffisent pas à empêcher le risque de décrochage entre les citoyens et les représentants.

Le flot continu d'information indispensable pour les démocraties directes devient dans les démocraties représentatives de plus en plus important. Les démocraties représentatives nécessitent la mise à disposition d'une part, d'une information brute pour que le citoyen ait une vue objective des sujets abordés et d'autre part, d'une information pluraliste pour l'aider à se forger d'une opinion.<sup>31</sup> Dans cette forme, outre l'information brute que nécessitent les citoyens, il faut aussi assurer la communication entre les gouvernants et les gouvernés, et même dans plusieurs cas, la communication avec les leaders d'opinion, qui est l'instance intermédiaire entre ces derniers. Ainsi, le suffrage universel assurant la souveraineté du peuple dans les démocraties exige une compétition pour l'accès au pouvoir qui mène vers le système de partis et plus loin vers le marketing politique avec l'accentuation de la personnalisation politique, l'affaiblissement du rôle

---

<sup>30</sup> PACTET, p. 91,

<sup>31</sup> CARTIANT Marc-Alexandre, *“La Démocratie Participative”* Mémoire préparé sous la direction de Jean DONIO et Stéphane COTTIN, Université Paris II Panthéon/ASSAS, 2004

des militants, la transformation de la participation politique<sup>32</sup> et avec le développement de la fonction de communication, et le rôle des médias surtout par l'apparition de la télévision.<sup>33</sup>

### 3. Les Exigences de la Démocratie Moderne

Les fondements clés de la démocratie, comme on a déjà mentionné sont la liberté et l'égalité des citoyens traités premièrement de façon institutionnelle à la Déclaration des Droits de l'Homme et de Citoyen. Ces deux concepts clés forment en même temps par nature l'une des plus importantes exigences de la démocratie. A la suite de ces deux, prend la place le concept de la citoyenneté.

Dans la Grèce antique était reconnu comme citoyen celui qui appartenait à une cité. Appartenir à une cité recouvrait alors deux dimensions: la dimension juridique consistant dans le fait de reconnaître la juridiction de la cité et d'être de ce fait, soumis aux droits et devoirs la régissant; et la dimension d'appartenance, la citoyenneté était conférée par le sang ou par la cooptation par les pairs. Dans cette conception, le titre de citoyen désignait l'individu concret membre de la cité par opposition aux "barbares".<sup>34</sup>

Dans la théorie de Rousseau, est citoyen tout individu particulier formant ensemble la volonté générale. Mais le citoyen est en même temps différent de la volonté individuelle. " Chaque individu peut comme homme avoir une volonté particulière contraire ou dissemblable à la volonté générale qu'il a comme citoyen. Son intérêt particulier peut lui parler tout autrement que l'intérêt commun; son existence absolue et naturellement indépendante peut lui faire envisager ce qu'il doit à la cause commune comme une

---

<sup>32</sup> DERVILLE Gregory, **Le Pouvoir des Média**, P.U. de Grenoble, Grenoble, 2005, pp.159-164.

<sup>33</sup> CAYROL Roland, **Média et Démocratie: La Dérive**, Presses de Sciences Po, Paris, 1997, pp:45-49.

<sup>34</sup> LOBET-MARIS Claire et VAN BASTELAER Béatrice, "*Démocratie électronique et Citoyenneté Virtuelle*", Wallonie, Mars 2000

contribution gratuite, dont la perte sera moins nuisible aux autres que le paiement n'en est onéreux pour lui, et regardant la personne morale qui constitue l'Etat comme un être de raison parce que ce n'est pas un homme, il jouirait des droits du citoyen sans vouloir remplir les devoirs du sujet; injustice dont le progrès causerait la ruine du corps politique."<sup>35</sup> La citoyenneté chez Rousseau devient une obligation pour pouvoir se défendre face à l'autrui en faisant partie du contrat, alors qu'à la Grèce antique elle était un privilège. " Né citoyen d'un Etat libre, et membre souverain, quelque faible influence que puisse avoir ma voix dans les affaires publiques, le droit d'y voter suffit pour m'imposer le devoir de m'en instruire."<sup>36</sup>

La participation de tout citoyen au gouvernement, autrement dit la souveraineté du peuple assurée par l'agora dans la démocratie athénienne, est remplacée par le suffrage universel dans les démocraties représentatives. Le suffrage universel remplit au moins deux autres fonctions majeures: conférer un surcroît d'autorité légitime à ceux qui exercent le pouvoir et réactiver chez les gouvernés le sens de leur appartenance au grand groupe grâce à l'exercice collectif d'une prérogative partagée.<sup>37</sup>

Mais il ne faut pas surestimer le rôle du suffrage universel car il ne donne au peuple que la possibilité de choisir ses gouvernants. Dans ce cas il est fort possible qu'une partie du peuple souvent minoritaire, faute du système de vote, ne soit pas représentée.

Par ailleurs, ce système risque de limiter l'intérêt du peuple à la politique. Surtout, de nos jours où les idéologies politiques perdent de plus en plus d'importance, où les camps politiques disparaissent, où l'ordre du monde devient en premier lieu économique, tout se passe comme si les élections sont un vaste processus de déresponsabilisation des citoyens au

---

<sup>35</sup> ROUSSEAU Jean-Jacques, **Du Contrat Social**, Livre I, chap. 7, Garnier-Flammarion, Paris, 1762, p.54,

<sup>36</sup> idem, introduction,

<sup>37</sup> BRAUD, p. 329,

profit de leurs représentants. Or, le contrôle des institutions et le suivi des élus sont un élément important du processus démocratique.

La compétition démocratique dans les régimes représentatifs se réalise par le biais des groupes qui s'organisent autour d'un intérêt, d'une idéologie ou d'une identité. Mettant l'accès au pouvoir au cœur de l'organisation afin de réaliser leur but, ces groupes d'intérêt et de pression deviennent des partis politiques qui doivent être une organisation durable et une institution organisée de façon locale et centralisée. Mais due au caractère qui privilégie le plus grand nombre de la démocratie à base représentative et à l'autonomie du champ politique, les partis politiques restent loin de se contenter de satisfaire les besoins d'un seul groupe social. Il doit aller au delà du groupe qui est à l'origine de son implantation. Ainsi, il ne faut pas oublier que la prise en charge des intérêts sociaux par leurs représentants est soumise aux conditions du jeu politique, et il n'y a pas pour autant de correspondance terme à terme entre les enjeux externes et leur expression politique.<sup>38</sup> Bien qu'il soit pensé que les décisions sont prises à la fin des négociations, les grandes décisions sont souvent à profit des classes dirigeantes. La conscience et l'idéologie de la classe dominante modèlent l'organisation de la société.<sup>39</sup> Donc le fait que les besoins des citoyens soient communiqués aux représentants ne signifie pas la résolution garantie des problèmes sociaux. A ce point, l'apparition de nouvelles technologies de communication ouvre la voie à une nouvelle forme de démocratie, la démocratie participative qui fait sujet de plusieurs débats de nos jours. La tâche du citoyen devenant de plus en plus importante que l'élection des gouvernants, oblige celui-ci à être beaucoup plus informé sur les questions sociales et politiques. Or l'incompétence d'une grande majorité des citoyens sur les questions politiques risque d'être un grand problème pour la vie politique.

Par ailleurs, face à la théorie de la démocratie du plus grand nombre, il faut aussi mentionner la théorie d'après laquelle les luttes éternelles entre aristocraties et démocraties, dont nous parle l'histoire, n'auraient jamais été

---

<sup>38</sup> GAXIE Daniel, **La Démocratie Représentative**, Paris, Montchrestien, 1996, p.138,

<sup>39</sup> TOURAINE Alain, **Pour la Sociologie**, Paris, Seuil, 1974, p.197,

que des luttes entre une vieille minorité défendant sa prédominance et une nouvelle minorité ambitieuse qui cherchait à conquérir le pouvoir à son tour, soit en se mélangeant à la première, soit en prenant sa place.<sup>40</sup>

A ce point, la démocratie participative entre en scène par l'incapacité du système représentatif à remplacer l'agora athénien. C'est le troisième type de démocratie de Touraine après la démocratie libérale et constitutionnaliste. Selon Touraine, le troisième type insiste plus sur la représentativité sociale des gouvernants et il oppose la démocratie qui défend les intérêts des catégories populaires, à l'oligarchie, que celle-ci soit associée à une monarchie définie par la possession de privilèges ou bien à la propriété du capital.<sup>41</sup>

Quel que soit son but ultime, chaque instance qui cherche à conquérir le pouvoir, est obligé d'utiliser ou la violence ou bien la persuasion. Les régimes démocratiques, ne donnant pas la possibilité à l'usage de la violence, exige la persuasion de ceux qui vont accorder le pouvoir. A ce point fait son apparition l'importance de la communication dans la vie politique.

La communication est indispensable pour les électeurs car ils doivent, pour faire leur choix de façon juste et efficace, être informés des candidats de la situation et du contexte politique. Elle est indispensable pour les gouvernants et pour les candidats car avec la diminution des appartenances idéologiques et avec l'indifférenciation du champs politique, ces derniers doivent faire un plus grand effort et se doter d'autres instruments pour convaincre et persuader les électeurs, autrement dit, le peuple souverain.

Dans la démocratie directe de la Grèce antique, la rhétorique -définie par Aristote comme la capacité d'utiliser les instruments et les voies de persuasion quand il devient nécessaire, et rejetée pas Platon par son même caractère persuasif qui éloigne les êtres humains de la vérité-<sup>42</sup> servant à

---

<sup>40</sup> MICHELS Robert, **Les Partis Politiques**, Paris, Flammarion, 1971, p.279,

<sup>41</sup> TOURAINE, **Qu'est-ce que La Démocratie?**, pp.47-49,

<sup>42</sup> KÖKER Eser, **Politikinin İletisimi, İletisimin Politikası**, Ankara, ed. Vadi, 1998, pp.85-89,

faire écouter sa voix et passant par là à persuader le peuple, était l'arme la plus importante de la communication politique. Or, les développements sociaux et démographiques qui établissent cette forme de la démocratie à la place d'une utopie, exigent une communication beaucoup plus structurée et professionnelle. D'où l'apparition des intermédiaires, dont les médias.

Qu'elle soit appréciée ou critiquée dès son apparition, quelle que soit la forme dans laquelle elle se réalise, la démocratie se développe sur la volonté et le consentement populaire. Cela implique la communication et les médias qui vont de pair avec l'évolution de la vie politique. Oscillant entre la propagande qui désignait en 1622 où elle était premièrement prononcée par la Curie romaine, toutes les techniques mises au service de la diffusion de la foi catholique<sup>43</sup>, et le marketing politique qui, dès sa première apparition aux Etats-Unis aux années 1950 est considéré comme la rencontre en politique de la publicité et de la psychosociologie<sup>44</sup>, la communication politique reste aujourd'hui l'une des plus indispensables réalités de la vie politique.

## **B- Les Médias: L'Outil Fort de la Communication Politique**

Par médias, nous entendons tout système de communication permettant à une société de remplir tout ou partie de trois fonctions essentielles de la conservation, de la communication à distance des messages et des savoirs, et de la réactualisation des pratiques culturelles et politiques.<sup>45</sup> La définition des médias que nous nous donnons permet de considérer autrement les diverses formes que la communication entre les hommes peut revêtir: leur commerce n'est pas toujours médiatisé par une technique ou par un ensemble de techniques. Donc la communication peut s'effectuer sous forme d'une face à face qui est la communication

---

<sup>43</sup> D'ALMEIDA Fabrice, **Images et Propagande**, Firenze, Casterman-Giunti, 1998, p. 11,

<sup>44</sup> CHARLOT Monica, **La Persuasion Politique**, Paris, Colin, 1971, pp.8-11,

<sup>45</sup> BARBIER Frédéric et BERTHO LAVENIR Catherine, **Histoire des Médias**, Armand Colin, Paris, 1996, p.5,

interpersonnelle. Par ailleurs, une partie des échanges entre les hommes obéissent à des règles dans le cadre de leurs rôles de gouvernants ou gouvernés, de producteurs ou consommateurs. Ici, il s'agit de la communication institutionnalisée. La communication médiatisée prend place entre ces deux autres formes de la communication sociale. Les médias favorisent ou amplifient les échanges entre les personnes ou entre les groupes, comme ils peuvent aussi bien les compromettre, y faire obstacle, ou leur ôter toute signification.<sup>46</sup>

La communication politique est un exemple au modèle de la communication médiatisée à cause du grand nombre de l'audience à laquelle elle s'adresse. La communication politique est un processus interactif concernant la transmission de l'information parmi les hommes politiques, les médias et le public. Ce processus s'opère du haut en bas entre les institutions gouvernementales et les citoyens passant par les hommes politiques, et aussi du bas vers le haut, entre l'opinion publique et les autorités politiques.

La politique ne va pas sans communication. Sous quelle forme qu'elle soit, elle doit se servir d'un flux d'information et des médiums pour le transférer. Donc l'existence de la politique implique l'existence des médias. Les médias étant la parole prononcée de façon juste au début, sont aujourd'hui l'ensemble des techniques bien développées afin d'accomplir leur mission d'information du peuple. Devant la quantité et l'ampleur de ces évolutions, le champ politique est forcé de se réorganiser autour de nouvelles règles de fonctionnement ce qui provoque une recrudescence des réflexions sur les rapports entre, d'une part les médias, les journalistes, les instituts de sondage ou de conseillers en marketing, d'autre part, les acteurs et les institutions politiques et enfin le public des citoyens.<sup>47</sup> Le contre-pouvoir constitué par le couple média-opinion publique complète et parfois

---

<sup>46</sup> BALLE Francis, **Médias et Sociétés**, Paris, Montchrestien, 1999, pp: 48-49,

<sup>47</sup> DERVILLE, p.6,

perturbe le jeu naturel du pouvoir politique et de l'opposition. Aujourd'hui aucun acteur ne peut mener de bataille politique sans agir avec les deux.<sup>48</sup>

## 1. L'Émergence et le Développement des Média

L'histoire du développement des médias modernes qui débute par l'invention de l'imprimerie en 1440,<sup>49</sup> révèle un récit passionnant de découvertes techniques donnant lieu au développement de moyens de plus en plus puissants: livres, journaux, revues, affiches publicitaires, cinéma, radio, télévision, réseaux câblés et Internet. Cette évolution est au cœur de celle des sociétés industrialisées et s'avère intimement lié au développement politique, économique, culturel et social.

Une petite analyse sur l'histoire médiatique, rétrospective fait montrer l'accélération considérable qui s'est produite au fil des siècles. "Il aura fallu des dizaines de milliers d'années pour que l'on passe du langage des gestes à celui de la parole organisée. Il aura fallu seulement quelques milliers d'années pour que l'on passe de la parole à l'écrit. Il aura fallu quelques siècles pour que l'imprimerie donne à l'écriture sa véritable dimension. Il aura suffi de deux siècles pour que le livre donne naissance au journal et que l'information pénètre ainsi beaucoup plus vite dans les foyers."<sup>50</sup>

Les médias de masse, tels qu'ils existent aujourd'hui dans nos sociétés, ont une structure de régulation, un ensemble particulier de normes institutionnalisées qui les relient à l'audience et à leurs lecteurs, et des formes spéciales de contenu.<sup>51</sup> Les médias se développent en adaptant et synthétisant des éléments anciens, prémédiatiques ou médiatiques. Il est faux de croire que le développement de nouveaux médias abolit les anciens. On constate que les nouveaux médias se développent à côté d'anciens médias

---

<sup>48</sup> WIEVIORKA Michel, WOLTON Dominique, **Terrorisme à la Une**, France, Gallimard, 1987, p.213,

<sup>49</sup> LAZAR Judith, **Sociologie de la Communication de Masse**, Paris, Armand Colin, 1991, p.14,

<sup>50</sup> MERMET Gérard, **La Démocrature**, Aubier- Montaigne, Paris, 1987, p.246,

<sup>51</sup> LAZAR, p.13,

qui finissent par en être profondément transformés sans disparaître pour autant.

La presse, qui est considérée comme la plus ancienne des médias est la conséquence de deux phénomènes. Premièrement, l'enrichissement par la production agricole des individus vivant dans un état primitif et l'inégalité des conditions de vie a provoqué les conflits entre les communautés. La situation de guerre fait naître à son tour le besoin d'être informé de l'adversaire donc le besoin de communiquer. Deuxièmement, la passion de l'homme pour les progrès techniques a influencé les technologies de communication qui, commençant par l'imprimerie, a abouti à l'Internet.

Les techniques de communication pour une longue période étaient sous le monopole étatique. Ce qui a créé la presse au début hebdomadaire, puis quotidienne c'est la nécessité d'être informé sur les actualités politiques et économiques des détenteurs du capital européen sur leur chemin de passage à la production capitaliste et à l'économie de libre marché.<sup>52</sup>

Le premier journal imprimé et diffusé selon une périodicité régulière fait son apparition grâce à Théophraste Renaudot, qui 3 mois après l'apparition en Janvier 1631 de "Les nouvelles ordianires de divers endroits" par Louis Vendosme, publie La Gazette, feuille hebdomadaire. Il obtient du Roi de France, grâce à l'appui de Richelieu, le privilège exclusif de "faire imprimer et vendre par qui bon lui semblera, les gazettes, nouvelles et récits de tout ce qui s'est passé et se passe tant dedans que dehors le royaume, conférences, prix courant des marchandises et autres impressions desdits bureaux à perpétuité, et tant que lesdites gazettes nouvelles auront cours en ce dit royaume, et ce exclusivement à toutes autres personnes."<sup>53</sup>

La censure devient de plus en plus vigilante avec le développement des gazettes. Au milieu du XVII<sup>e</sup> siècle, il existe plus de cent censeurs royaux. Les censeurs ne se limitent pas au simple contrôle des textes, ils les

---

<sup>52</sup> GUILLAUME Yves, **La Presse en France**, Editions La Découverte, Paris, 1990, p.9, cité dans, GIRGIN Atila, **Uluslararası İletişim**, DER Yayınları, İstanbul, 2002, p.5,

<sup>53</sup> BALLE, **Média et Sociétés**, pp.77-78,

orientent aussi. Il en découle que la presse du XVIII<sup>e</sup> siècle est une presse conformiste, centrée sur les nouvelles et accordant peu de place aux commentaires. Or, à la fin du règne de Louis XV et surtout sous Louis XVI, les journaux se mettent à braver de plus en plus ouvertement la censure. La Révolution de 1789 marque une étape importante dans l'histoire de la presse française. L'article II de la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen proclame que la libre communication des pensées et des opinions est "l'un des droits les plus précieux de l'Homme."<sup>54</sup>

La presse de masse naît avec la civilisation technicienne, au milieu du XIX<sup>e</sup> siècle, mais dès les premiers jours, elle reste sous l'influence du pouvoir politique. Les détenteurs du pouvoir, prenant très vite la conscience de l'importance de la presse jusque là ignorant sur les réalités politiques, cherchent à contrôler la presse soit par la censure officielle soit par les contraintes économiques.<sup>55</sup>

Les développements techniques et économiques aggravent ce danger car l'imprimerie à grand nombre, mettant en scène le problème de financement, pousse les journaux à obéir aux règles de l'économie de marché. La logique des économies d'échelle et des systèmes industriels suppose en effet une réorganisation de contenu intellectuel et de la présentation matérielle des imprimés destinés au plus grand nombre, et induit à terme un changement de status et du rôle de la littérature et de ses pratiques. L'économie tend, en le banalisant, à faire de l'imprimé un objet comme les autres, sans valeur particulière et obéissant aux mêmes lois du marché que tout produit industriel.<sup>56</sup> Les médias dont la fonction est déterminée comme informer, former, divertir, influencer et échanger, s'éloigne dans ces conditions du peuple à qui il doit les causes de son existence.

---

<sup>54</sup> LAZAR, pp.16-17,

<sup>55</sup> BAYBARS HAWKS Banu, **Terör Olaylarının Basın Özgürlüğüne Etkileri**, İstanbul Üniversitesi İletişim Fakültesi Yayınları, İstanbul, 2002, p.1,

<sup>56</sup> BARBIER et BERTHO LAVENIR, p.99,

Face à ce danger d'être dépendant et de devenir un outil entre les mains du pouvoir politique et économique, la liberté de presse entre en scène à la suite de la mise en place de la liberté d'opinion. La liberté de communication, plus spécifiquement la liberté de presse prend différentes formes selon les époques et les types de régimes.

Dans les régimes absolutistes comme la France et l'Angleterre du XVI<sup>e</sup> siècle, la presse existait grâce aux privilèges du royaume qui gardait son pouvoir de censure sur toutes les publications. En Allemagne, sous la couronne des Habsbourg, toute la presse était sous le contrôle de l'Etat et de l'Eglise.<sup>57</sup> Le mouvement libéral qui défendait la liberté absolue de l'opinion et d'expression succédant l'époque absolutiste, à son tour, était obligé d'attendre 1776 où la mise en place de la législation par le Congrès contre ces libertés<sup>58</sup> a été définitivement interdite par *Virginia Bill of Rights*.<sup>59</sup>

Dans les régimes fascistes et national-socialistes, les médias derrière l'illusion de liberté qui était présente dans tous les domaines de la vie sociale, étaient un appareil d'endoctrinement sous le contrôle étatique. Le Ministère de l'Information et de la Propagande établi en 1933 par Hitler, est un exemple considérable pour le caractère propagandiste de l'information monopolisée.<sup>60</sup> Par ailleurs, l'absence des adversaires politiques et l'instauration de l'économie dirigée assuraient aux détenteurs du pouvoir le climat favorable pour un contrôle absolu de la communication.

Dans les démocraties modernes, les idées libérales sur la liberté d'opinion et d'expression évitant la pression étatique ou sociale sur la libre circulation des opinions et des informations, ne suffisent pas à assurer les exigences du régime. La liberté de presse devient le droit à l'information. Donc l'Etat, outre sa fonction d'éviter la censure et tout obstacle risquant les libertés, doit en plus assurer des conditions nécessaires et égales pour exprimer leurs opinions. Cette nécessité risque à son tour de devenir un

---

<sup>57</sup> IÇEL Kayihan, **Kitle Haberleşme Hukuku**, Beta, İstanbul, 2001, p. 23,

<sup>58</sup> "Congress shall make no law...abridging the freedom of speech or of the press."

<sup>59</sup> BAYBARS HAWKS, p.14

<sup>60</sup> BURGELIN Henri, "Les succès de la propagande nazie", **L'Allemagne de Hitler**, Seuil, Paris, 1991, p. 128,

système interventionniste par la voie des subventions demandées et accordées, surtout pendant les périodes de guerre et de crise.<sup>61</sup>

Avec le développement des technologies de communication qui devient de plus en plus rapide au début du XX<sup>e</sup> siècle avec la radio, le cinéma et la télévision, suivis par l'Internet quelques décennies après, le contrôle des média devient respectueusement difficile. Cela, d'un côté se montre comme la garantie des libertés, mais d'autre côté, les inégalités concernant l'accès aux média et les effets négatifs de ceux-ci créent de nouveaux problèmes et mêmes des crises.

Bien que entre l'invention de la presse et son industrialisation passe un temps considérable, l'industrialisation du cinéma, de la radio et de la télévision se réalise au bout de quelques décennies, même de quelques années après leur invention.<sup>62</sup> Le cinéma, la radio et la télévision, différemment de l'écrit, demandent une infrastructure plus technique et donc plus spécifique et coûteuse. Plus loin, la presse moderne exige la même technologie coûteuse qui attaque la nature plus démocratique de l'écrit. Cela a double effet sur les fonctions et sur la nature de la communication qu'ils produisent. Premièrement, seulement une petite classe de la société peut posséder et donc contrôler ces outils. Chaque individu peut avoir le droit de diffuser ses idées et opinions, mais puisque chacun n'est pas doté des privilèges économiques à assurer l'infrastructure nécessaire, ce droit ne peut pas aller plus loin qu'une utopie. Deuxièmement, le rapport de communication que produisent ces média se fait à sens unique mais pas à double sens. Que ce soit une diffusion étatique –comme sous les régimes autoritaires et totalitaires– ou privée –comme dans les régimes démocratiques contemporaines–, il est difficile de s'échapper aux contraintes politiques et économiques. D'où l'incertitude en face de l'information diffusée et l'inégalité restent inévitables.

---

<sup>61</sup> BALLE, **Média et Sociétés**, pp. 288-292,

<sup>62</sup> BALLE, *ibid*, pp. 100-107,

## 2. L'Histoire des Théories de la Communication

L'histoire de la communication est allée parallèlement à l'histoire de l'humanité. Par ce point de vue, les recherches sur la communication étudient la question de la diffusion de la culture par l'entremise d'une technique des média de masse qui contribue, au degré marginal, à la faillite de la culture. Les média de masse par la crainte de la diffusion de la culture – populaire ou politique – risquent par ailleurs de vulgariser et commercialiser celle-ci, en la transformant à de simples outils de marchandise. Selon les philosophes de l'École de Francfort, les nouveaux moyens de production et de la transmission culturelle que sont la radio, le cinéma et la télévision ne fournissent que des biens standardisés qui alignent les consommateurs dans le conformisme et entraînent les œuvres dans la vulgarité et la marchandise.<sup>63</sup> Dans cette condition, le principe de la culture devient le profit.

Les théories de représentation sont allées de pair avec les théories de la communication. Il y a donc une coïncidence des théories classiques de la représentation et de la communication. Toutes les deux reposent sur une tripartition. La communication, en effet, pose la distinction émetteur-récepteur et introduit entre eux un canal. La représentation fait appel à un monde objectif et à un représenté, et les relie par un médiateur, tourné d'un côté vers le monde objectif et, de l'autre, vers le signe qu'il garantit. Résultat: des pouvoirs considérables, exclusifs sont accordés aux média dans les deux cas. Le récepteur du message ne peut qu'enregistrer la réalité objective transportée par le canal. Le représentant a, tout seul, le pouvoir de garantir l'objectivité.<sup>64</sup> Or cette théorie sous-estime le rôle de l'environnement, de l'éducation, des facteurs externes dans le processus de perception et d'interprétation du message transmis. Ce qui veut dire que les actions et les mouvements sociaux sont des réactions aux "stimulus" préétablies, donc sont unique et indépendants des choix personnels.<sup>65</sup>

---

<sup>63</sup> BOURDELOIE Hélène, "La Conjonction de la Technique et de la Culture: des média de masse au multimédia", <http://composite.uqam.ca/2001.1/articles/bourde>, 2001, p.3,

<sup>64</sup> SFEZ Lucien, **Critique de la Communication**, Paris, Seuil, 1990, p.43,

<sup>65</sup> KALENDER Ahmet, **Siyasal İletişim Seçmenler ve İkna Teknikleri**, Konya, ed. Çizgi, 2000, p.38,

Une théorie ou une école de communication se propose d'expliquer le monde moderne, le rôle des média et l'impact de la communication. Les recherches sur la communication, dès les années 30, s'évaluent sur deux voies différentes. La différenciation entre ces deux courants qui sont le courant empirique plus proche des théories de l'Amérique du Nord, et le courant critique déterminant la tradition de l'Europe, se trouve dans la problématique de la fonction des média de masse au sein de la société. Selon les théoriciens du courant empirique comme Lazarsfeld qui est le personnage clé du fonctionnalisme, les média de masse, mis à part le risque d'une influence négative et incontrôlée sur la société, sont les éléments de base pour la survie des démocraties pluralistes. Or, pour les théoriciens critiques, les média de masse fonctionnent dans le but de reformuler l'idéologie dominante et de l'injecter dans la société. De ce point de vue, il devient impossible de penser à une influence positive des média de masse sur le processus de socialisation démocratique.<sup>66</sup>

Les premières analyses sont basées sur la domination de l'émetteur. C'est toujours l'émetteur, placé ou non un moment en position de récepteur qui est pris en considération et réellement travaillé.<sup>67</sup> Comme le dit Lasswell, les fonctions de l'émetteur sont essentielles. Or les théories empiriques qui succèdent, mettent au cœur de l'analyse la réception et la perception fortement issues des théories de la liberté, rationalité et de la culture.

Une troisième approche, prend à son tour en considération, le contenu et la technique du message transférée. Le vrai message, c'est le médium lui-même, c'est-à-dire, tout simplement que les effets d'un médium sur l'individu et la société dépendent du changement d'échelle que produit chaque nouvelle technologie, chaque prolongement de nous-mêmes dans

---

<sup>66</sup> ZILLIOĞLU Merih, "Kitle iletişim alanındaki çalışmalarda temel yönelim ve değişimler" Kurgu Dergisi, 1991, no:9, p.38,

<sup>67</sup> SCHRAMM, **Men, Messages and Media: a Look at Human Communication**, New York, Harper and Row, 1973, cité dans, SFEZ, p.116,

notre vie.<sup>68</sup> Dans ce cas, ce n'est ni l'émetteur, ni le receveur qui fait l'usage des média, mais au contraire c'est le médium qui fait l'usage de ceux-ci.<sup>69</sup>

#### a. La Domination de l'Emetteur

Fortement influencé de la propagande Nazie, l'Ecole de Francfort compare la culture de masse des régimes démocratiques développés avec la propagande des régimes autoritaires. Le récepteur dans cette approche, ne fait qu'absorber passivement et entièrement les messages médiatiques auxquelles il est exposé, et ceux-ci sont supposés exercer sur lui un impact à la fois direct, massif et immédiat.<sup>70</sup> La tendance fondamentale de cette culture consiste à détourner les individus des réalités de la vie par le biais des satisfactions transitoires, illusoire et secondaires.

De ce fait, les média de masse dans les sociétés modernes deviennent des "industries culturelles"<sup>71</sup> afin de fonctionner pour les intérêts de la classe dominante capitaliste. Toutes les contenus proviennent des sources centralisées qui les diffusent auprès de l'ensemble de la population, dans des conditions qui renforcent l'isolement personnel. D'où l'exclusion de la possibilité de réciprocité de la communication.

D'autre part, Habermas qui a étudié l'espace public et les transformations qu'il a subi dans l'histoire, prétend que la sphère publique qui assurait une fonction de médiation entre l'Etat et la société ne l'assure plus. Dans l'espace public politique aujourd'hui se croisent deux processus: la génération communicationnelle du pouvoir légitime d'une part, et d'autre part l'utilisation manipulatrice des média dans la création d'une loyauté des masses, d'une demande et d'une soumission face aux impératifs

---

<sup>68</sup> MCLUHAN Marshall, **Pour Comprendre les Média**, Paris, Seuil, 1968, p.25,

<sup>69</sup> SFEZ, pp.115-135,

<sup>70</sup> DERVILLE, p.10,

<sup>71</sup> Le terme "industrie culturelle" premièrement utilisé dans le "Dialectic of Enlightenment" publié par Adorno et Horkheimer pour remplacer le terme "culture de masse". Car loin d'être une production de la masse, elle crée une nouvelle culture à vendre grâce à la concentration administrative et économique et grâce aux capacités techniques modernes.

systemiques.<sup>72</sup> Les partis ne s'efforcent plus d'obtenir le consentement politique du public par les média, mais le vote par le marketing politique, ce qui intègre le domaine politique au domaine de la consommation.<sup>73</sup> Par conséquent, les votes aux élections ne peuvent pas être assimilés à la traduction d'une opinion publique puisque les opinions ne sont pas fondées sur une démarche rationnelle et ne sont pas élaborées au cours d'un débat public ce qui, d'après lui, était possible à la genèse de l'espace public bourgeois.

Adoptant une vision macro-sociologique l'approche de l'économie politique de la communication part de la même source que l'Ecole de Francfort. Analysant les relations entre les conditions économiques et la production des formes culturelles, les chercheurs de l'approche de l'économie politique soulignent le poids déterminant de la logique capitaliste et de la rationalité technique dans le système de fabrication et de circulation des produits culturelles. Avec la croissance du modèle capitaliste, les recherches se sont évaluées au niveau de l'internationalisation des systèmes de communication. Cela se réalise de façon que la grande majorité des pays soient réduits à des récepteurs passifs d'une information émise par une source formée d'un petit nombre de détenteurs du capital économique, politique et technique.<sup>74</sup> Selon ces points de vue, dans l'approche critique, les média de masse sont au service de l'idéologie ou des relations dominantes, que ce soit à cause de la logique de la technologie ou afin de soutenir les intérêts des forces économiques.<sup>75</sup>

Cette analyse des média de masse peut être acceptable par la façon dont elle met en scène la source des messages. Mais, elle fait en même temps une généralisation pour toutes les sociétés modernes. Les francfortiens excluent les différences culturelles, les normes et les valeurs des sociétés. Par ailleurs, ils excluent les expériences, la formation, l'éducation, la culture et le passé au niveau personnel en minimisant et uniformisant les

---

<sup>72</sup> HABERMAS Jürgen, **L'espace Public**, Paris, Payot, 1993, préface p.30,

<sup>73</sup> HABERMAS Jürgen, **Droit et Démocratie**, Paris, Gallimard, 1997, pp:357-368

<sup>74</sup> MATTELART Armand ve Michèle, **İletişim Kuramları Tarihi**, İstanbul, İletişim, 2003, p.90,

<sup>75</sup> ZILLIOĞLU, p.44,

réactions variantes que chaque individu est censé donner aux messages transmis par une même source. Autrement dit, les francfortiens excluent toute théorie fonctionnaliste.

b. Le Récepteur prend la parole

L'Ecole fonctionnaliste prend pour objet les relations possibles entre les individus considérés comme sujets libres et autonomes, et les média de masse comme institutions de diffusion faibles. Cette approche naît grâce au financement et à la nécessité de légitimation des règles de marché capitaliste et des intérêts économiques des principaux groupes médiatiques américains. Toute réglementation et intervention touchant à leur profit, les grands groupes soutiennent les recherches mettant au centre les besoins, les préférences, les comportements et choix libres des individus-consommateurs.

La question fondamentale de la théorie fonctionnaliste n'est plus d'analyser l'impact des média sur la société, mais de connaître l'usage des média par la société. Le problème fondamentale de la relation entre média et sociétés étant la manipulation, laisse la place à la séduction et la gratification.<sup>76</sup> Donc la demande médiatique crée le pluralisme médiatique sous les règles de libre marché. Cette multiplicité de la demande et de l'offre devient la preuve de la liberté et de la rationalité qui, dans le même cercle, donne aux média séducteurs le rôle de garant de la société démocratique, pluraliste et ouverte.

Le récepteur est indispensable à la communication, car il faut bien que quelqu'un écoute, voie, perçoive, interprète. La compréhension du récepteur va bien au-delà du pur contenu du message de l'émetteur. Il doit souvent prendre en compte ce qu'il perçoit de l'intention de l'émetteur, la situation, l'histoire de ses rencontres avec l'émetteur, ses propres intentions, les

---

<sup>76</sup> MATTELART, p.31,

conséquences prévisibles de sa compréhension et son accord avec ce qu'il perçoit de ce que l'émetteur dit.<sup>77</sup>

Alors que le fonctionnalisme classique s'intéresse aux fonctions des média et cherche à savoir sous quelles conditions sociologiques ces derniers peuvent-ils influencer, le fonctionnalisme des usages et des gratifications s'intéresse aux aspects psychologiques du phénomène. Les auteurs qui se situent dans ce courant de recherche constatent que les gens choisissent en partie de s'exposer à certains média et à certains messages plutôt qu'à d'autres, dans le but plus ou moins conscient de satisfaire ainsi certains besoins ou certaines attentes (relaxation, amusement, information,...), lesquels varient selon leur profil social, culturel et psychologique. La consommation des média est donc vue comme une activité finalisée.<sup>78</sup> Donc c'est au départ un point de vue individualiste. La théorie des effets limités de Katz explique que l'influence des média ne peut être totale (sélectivité), elle ne peut être directe (il faut tenir compte des relais), elle ne peut être immédiate (le processus d'influence demande du temps).<sup>79</sup>

Dans certaines situations, les individus ont besoin d'interaction humaine. Mais faute d'interaction humaine ils trouvent des substitutions qui servent à la même fonction. Il ne s'agit plus d'interaction humaine mais d'interaction médiatique: si un besoin ne peut pas être satisfait de façon immédiate, il le sera de façon médiatique.

Par ailleurs, l'interprétation du message transmis par le receveur fait aussi l'objet de cette théorie. Les sens et les effets sont réalisés par l'interaction du message et du rôle social et la situation du receveur qui le lit. Dans ce cas, un même message transmis à des individus sous l'influence de différentes cultures ne peut pas être interprété de façon identique.<sup>80</sup> En plus, outre la culture personnelle déterminant la façon de réception des messages,

---

<sup>77</sup> SFEZ, p.130,

<sup>78</sup> DERVILLE, pp.27-28,

<sup>79</sup> KATZ Elihu, "A propos des média et de leurs effets", **Technologies et Symboliques de la Communication**, dir. Lucien SFEZ, Presses Universitaires de Grenoble, 1990,

<sup>80</sup> MATTELART, p. 121,

il faut aussi prendre en considération, les relations sociales après la réception.

Puis que le processus d'influence prend du temps, donc l'interprétation d'un message médiatique subit d'autres influences pendant tout ce temps.<sup>81</sup> Les recherches, depuis plus de cinquante ans, mettent en lumière le rôle des contacts personnels dans la formation des opinions individuelles et du même coup, les limites ou les obstacles que rencontrent les médias sur les chemins qui conduisent les messages vers leurs destinataires.<sup>82</sup>

Une autre théorie, celle des "deux étages de la communication" de Lazarsfeld et d'Elihu Katz, sert aussi à prouver les effets limités des médias de masse. Selon cette théorie, les sociétés ne peuvent pas être réduites à un simple ensemble d'individus isolés, atomisés et totalement exclus des relations interpersonnelles. Par contre, la société est formée d'individus liés entre eux par des liens de communication qui ont une grande influence sur leurs choix. Dans ce modèle, les théoriciens supposent que la société est formée de deux catégories: une catégorie plus indifférente aux questions politiques et sociales, moins exposée aux médias et une autre plus exposée aux médias et qui joue le rôle de "leader d'opinion" dans la classe ou groupe qu'il appartient.<sup>83</sup>

Les recherches de Lazarsfeld réalisées au départ dans l'objectif d'étudier la décision électorale et, plus particulièrement, pour observer les changements intervenus sous l'influence des grands médias ont fini par mettre sous les yeux l'importance des groupes d'appartenance guidés par les leaders d'opinion qui se distinguent nettement du reste de la population par l'attention qu'ils prêtent aux organes d'information.<sup>84</sup> Par ailleurs, cette étude et les études postérieures prouvent que les groupes primaires sont homogènes du point de vue de décisions et d'opinion et, les relations dans

---

<sup>81</sup> KATZ Elihu et LIEBES Tamar, "*L'exportation du sens: lectures transculturelles de la télévision américaine*", **Etudes et documents d'information**, UNESCO, N° 104, 1992,

<sup>82</sup> BALLE, p.629,

<sup>83</sup> KATZ Elihu, "*Les deux étages de la communication*", in BALLE, PADIOLEAU, **Sociologie de l'information, textes fondamentaux**, Paris, Larousse, 1973,

<sup>84</sup> BALLE, pp. 633-635,

ces groupes sont de nature personnelles. Donc, les effets des média ne peuvent pas être aussi importants en cas d'absence des leaders d'opinion censés transmettre le message des média aux membres du groupe.<sup>85</sup>

Mais il ne faut pas sous-estimer le rôle des média sur l'opinion publique. Le caractère omniprésent des média et la fonction d'information lui assurent en tout cas une capacité d'influence des masses. C'est ce que tentent de montrer les théories de la fonction d'agenda (*agenda setting*) et de la spirale de silence.

### c. La Fonction d'Agenda

Le problème de légitimité, qui se trouve à la base des régimes politiques, s'apparaît de façon aussi importante dans le contexte de la communication de masse. Les effets des média sur le public peuvent varier en fonction de l'approche théorique adoptée, et être considérés comme plus ou moins forts, mais leur existence ne peut être reniée. Ce véritable pouvoir immanent de consécration que possède le champ médiatique pour décider de ce qui est important, et dire ce qu'il faut penser des choses et des gens importants, repose sur la légitimité propre que les journalistes ont collectivement accumulé au cours de l'histoire.<sup>86</sup> Or, les théories de la réception montrent que les individus bien qu'ils s'informent via les média de masse, ont d'autres intermédiaires et motifs pour interpréter ces informations acquises telles que l'identification partisane dans le cas d'un choix électoral, des processus d'exposition, de perception et de mémorisation sélectives. Dans cette condition, le rôle du journaliste devient la sélection des sujets à exposer parmi une multitude de questions politiques ou sociales. Les informations sont tellement nombreuses que les média ne peuvent consacrer une attention égale à tout ce qui se passe dans le monde, d'autre part, le public ne peut assimiler tout ce qui est relaté par les média. Donc les média définissent ainsi le calendrier des événements et la hiérarchie des sujets.<sup>87</sup>

---

<sup>85</sup> KATZ, op.cit., p.22,

<sup>86</sup> CHAMPAGNE Patrick, *La Double Dépendance: Quelques remarques sur les rapports entre les champs politique, économique et journalistique*, HERMÈS, N°.17-18, 1995, p.226,

<sup>87</sup> LAZAR, p.151,

Le problème se pose surtout au cours des périodes de campagne électorale. Les leaders d'opinion ou le milieu auquel on appartient peuvent influencer les choix des individus ayant déjà une idée sur les questions de la période. L'identification partisane et les choix rationnels des individus grâce aux enjeux politiques peuvent aussi faire preuve des effets limités des médias. Mais la croissance de l'électorat flottante améliore de nouveau, la place qu'occupent les médias dans le domaine de la sociologie politique.<sup>88</sup>

“Les médias ne peuvent pas imposer au public que penser, mais ils peuvent imposer sur quoi penser.”<sup>89</sup> Cette phrase résume en quelque sorte le principe des théories de fonction d'agenda. Faute de régime politique, les électeurs, au sens plus large les citoyens, ne sont pas exposés directement aux acteurs politiques. Le système de représentation indispensable devant la croissance démographique, exige un flux de communication souvent limité, sous contrôle médiatique dû au caractère omniprésent des derniers. Donc d'un côté, il est impossible pour les citoyens d'être au courant de tous les sujets politiques. D'un autre côté, les instances politiques ont besoin d'être au courant des besoins et des demandes des citoyens surtout des électeurs, car la captation du plus grand nombre n'est possible que par la persuasion du plus grand nombre.

Dans cette condition, outre les fonction de l'émetteur et du récepteur, entre en scène la fonction du médium, de sélectionner les sujets qui feront l'objet du champ politique et plus tard de l'action politique. La fonction d'agenda, concept proposé par McCombs et Shaw en 1972 et qui désigne précisément la façon dont les préoccupations des citoyens sont structurées par les médias, et notamment par les médias d'information, s'exerce sur deux chemins.<sup>90</sup> Premièrement, les individus n'ayant pas encore arrêté leur choix au moment de la campagne sont plus enclins à suivre de près la campagne sur les médias et de ce fait peuvent avoir l'attention attirée par tel ou tel

---

<sup>88</sup> BERGMAN Dorine, *La Fonction d'Agenda : Une problématique en devenir*. HERMÈS 4, Paris, Editions du CNRS, mai 1989,

<sup>89</sup> idem, 1989,

<sup>90</sup> DERVILLE, pp.45-46,

problème.<sup>91</sup> Dans ce cas, le nombre, la fréquence et même la hiérarchie d'apparition des problématiques dans les journaux ou sur les écrans peut jouer sur les décisions de la foule indécise. Ainsi, pas la manipulation sur le contenu mais la manipulation sur le contexte peut être réalisée.

Deuxièmement, les acteurs politiques en action au sein d'une société de plus en plus loin des conflits idéologiques et des camps politiques, sont obligés de formuler leur programme sur des problèmes spéciaux et même parfois sur des caractéristiques personnelles. D'où la nécessité de savoir exactement les intérêts, les inquiétudes et les besoins des individus. Donc, le fonction des média prend double sens. La fonction d'agenda au service de la formation de l'opinion est poursuivi par la fonction de mise en agenda politique des problèmes présélectionnés par les média-même. Sans surestimer les effets d'agenda qui ne sont sans doute susceptibles de se produire que pour certains sujets, sur certaines parties du public et dans certains circonstances, il faut aussi mentionner "l'effet de cadrage". C'est les différents types de traitement médiatique de la même question susceptibles d'induire des réactions différentes dans le public.<sup>92</sup> Donc l'effet de cadrage complète l'effet d'agenda.

Ce problème de sélection par les média des sujets exposés en masse constitue la base à la théorie de la spirale de silence fondée sur le renforcement de l'idéologie relativement majoritaire grâce au silence des idées relativement minoritaires sous crainte d'être exclus de la société suite à un jugement de la majorité.

#### d. La Spirale de Silence

La théorie de la spirale de silence développée et conceptualisée par Elisabeth Noëlle-Neuman est fortement inspirée des recherches de psychologie sociale américaine qui ont déjà étudié le suivisme en politique ou ailleurs. Le suivisme a deux causes et se réalise sous deux formes: premièrement, la tendance à rejoindre le plus grand nombre et se réfugier

---

<sup>91</sup> BERGMAN, op.cit, 1989,

<sup>92</sup> DERVILLE, pp.47-51,

dans l'abstention (c'est ce que les psychosociologues appellent "l'effet bandwagon")<sup>93</sup>, afin d'éviter le sentiment d'être rejeté et exclu de la communauté à laquelle on s'identifie ou à laquelle on rêve d'appartenir; deuxièmement la tendance à taire leur opinion, sans en changer, ou bien à renoncer d'agir, par l'abstention, en cas d'élection, afin de se soustraire à la désagréable victoire de l'opinion majoritaire, opposée à la leur.<sup>94</sup>

Cette théorie implique aussi, le doute de l'individu sur sa propre capacité de jugement et la crainte de l'avenir des opinions publiques. Selon Noëlle-Neuman, l'individu étant certain du succès futur de son opinion, puis qu'il échape à la crainte de rejet, devient favorable à l'expression de ses opinions. Par contre, la théorie de la spirale de silence peut être interrompue par un autre effet l'effet de "underdog". Un électeur peut après les sondages, voter pour un candidat dont il ne souhaite pas forcément l'élection et qui n'est d'ailleurs pas en position de gagner, mais qui éveille en lui une certaine sympathie.<sup>95</sup>

Parallèlement à la théorie de la fonction d'agenda, la théorie de la spirale de silence contredit les théories fonctionnalistes d'usages et gratifications.<sup>96</sup> Selon cette approche, les médias sont les premières sources d'information de la population individualisée, ce qui fait que les médias deviennent les seules sources dont se servent les individus afin d'être au courant de l'opinion dominante. Puisque les affirmations des individus sont la fonction du degré d'acceptance de leurs opinions par la majorité ou la minorité dominante, il n'est pas faux de dire que les médias ont une influence forte sur la formation de l'opinion publique qui n'est pas forcément l'ensemble des opinions des membres de la société mais l'opinion de la fraction qui a le courage et la garantie de s'exprimer et l'opinion sur laquelle peut s'appuyer l'action menée en public.<sup>97</sup>

---

<sup>93</sup> idem, p.58,

<sup>94</sup> BALLE, pp.666-667,

<sup>95</sup> DERVILLE, p.60,

<sup>96</sup> CANTEK Levent, "*Medya Sarmalının Sar(ama)dıkları*", VİRGÜL, Juin 2000,

<http://www.ilet.gazi.edu.tr/cantek/elizabet.html>

<sup>97</sup> NOELLE-NEUMANN Elisabeth, "*La Spirale du Silence, une théorie de l'opinion publique*", HERMÈS 4, Paris, Editions du CNRS, mai 1989,

Selon ce modèle, les médias en instituant un climat d'opinion dans lequel certaines idées sont présentées comme légitimes tandis que d'autres sont discréditées, auraient ainsi le pouvoir de dicter aux gens "non pas ce qu'il faut penser, ni comment il faut penser ou à quoi il faut penser mais ce qu'il ne faut pas penser."<sup>98</sup>

Par ailleurs, le système des médias est, à son tour, fondé sur la sauvegarde de la position économique et politique de ses membres. Prenant d'une part la fonction d'agenda des médias de masse, on peut constater que la sélection que ces derniers font entre les sujets possibles à exposer, est la conséquence du calcul réalisé en raison de la crainte de perdre la position actuelle. Les contraintes politiques et surtout économiques peuvent, selon la théorie de Noëlle-Neuman, orienter les détenteurs du pouvoir médiatique à agir pour les intérêts de la majorité qui dans le cas des médias devient le pouvoir politique et économique dépendants à leur tour l'un de l'autre.

Dans cette perspective, les deux spirales, l'une entre le pouvoir et les médias, l'autre entre l'opinion publique formée par les médias et les individus, ont une relation de renforcement. L'individu à tendance à échapper aux contraintes auxquelles il peut faire face, en cas du rejet de son opinion, se met en silence, ce qui provoque l'absence de son opinion au sein de l'opinion publique et ce qui renforce l'impossibilité de devenir l'opinion dominante dans le futur. Contredisant les intérêts des forces politiques et économiques, l'opposition sous-représentée dans le système médiatique risque d'être soutenue par la fraction en silence qui veut dire de ne pas être soutenue.

La décision de silence ou de l'acceptation des opinions majoritaires n'est possible que si les individus sont au courants de l'opinion des autres, ce qui est assuré par les sondages d'opinion dont la fiabilité est vivement critiquée. Cela mène donc à un renforcement de l'opinion majoritaire parce que exposées par les sondages et la disparition des opinions minoritaires parce que négligées (faute de l'état de silence qu'elles adoptent) par les mêmes sondages.

---

<sup>98</sup> DERVILLE, p.56,

Les sondages d'opinion qui dans la logique marchande ont pour effet d'imposer une modalité de lecture du monde unique, présentée comme vérité objective puisque fondée sur des données chiffrées,<sup>99</sup> de ce point de vue perdent leur caractère de reflet de l'opinion publique. Autrement dit, les résultats des sondages deviennent la somme des opinions majoritaires dont le pourcentage est loin de refléter la réalité sociale ou politique.<sup>100</sup> La multiplication des sondages est un moyen utilisé par la presse pour interpeller le pouvoir politique et à l'inverse, l'opinion publique s'exprime au travers des sondages commandés la plupart du temps par les médias et rendus publics par eux.<sup>101</sup> En allant plus loin, on peut dire qu'ils deviennent les outils de manipulation de la population et du pouvoir politique sous les contraintes de la spirale du silence entre les mains des médias de masse et réciproquement, des détenteurs du pouvoir et des fractions favorables de ce pouvoir au sein de la société.

Bourdieu soulignait, dès le début des années 70 où les sondages commençaient à faire partie intégrante de la vie politique en France, que les problématiques qui sont proposés par les sondages d'opinion censés représenter l'opinion publique, sont subordonnés à des intérêts politiques, et cela commande très fortement à la fois la signification des réponses et la signification qui est donnée à la publication des résultats. "Le sondage d'opinion est, dans l'état actuel, un instrument d'action politique, sa fonction la plus importante consiste peut-être à imposer l'illusion qu'il existe une opinion publique comme sommation purement additive d'opinions individuelles; à imposer l'idée qu'il existe quelque chose qui serait comme la moyenne des opinions ou l'opinion moyenne."<sup>102</sup>

Les sujets des recherches sur la communication et ceux sur la politique vont de pair pendant toute l'histoire de l'humanité. Toutes les deux cherchant à expliquer les relations interpersonnelles aboutissant à

---

<sup>99</sup> MOUCHON Jean, **La Politique sous l'influence des médias**, Paris, l'Harmattan, 1998, p. 47,

<sup>100</sup> MERMET, p.139,

<sup>101</sup> WIEVORKA, WOLTON, p.213,

<sup>102</sup> BOURDIEU Pierre, "L'Opinion publique n'existe pas." **Questions de Sociologie**, Paris, Ed. de Minuit, 1984, p.224,

l'organisation de la vie dans la société, prennent en considération les spécificités des régimes politiques sous lesquels sont organisés les sociétés et les spécificités de l'époque dans laquelle on se trouve. Toutes les théories de la communication sont valables à l'époque où elles sont développées.

Parfois soutenue, parfois rejetée, la considération des médias en tant que quatrième pouvoir ouvre la voie vers de nombreuses problématiques. Les médias sont-ils aussi influents dans la société de nos jours par leur fonction de mise en agenda, leur influence sociale et la fiabilité de l'information diffusée aussi que la fiabilité du métier du journalisme? La perception et l'interprétation des messages que font les individus de la société moderne sont-elles changées? Sous quelles contraintes et conditions ce changement s'est-il réalisé?

Cherchant à répondre à ces questions, nous allons dans la deuxième partie étudier la situation des médias au sein de nos démocraties qui, d'après l'hypothèse de base que nous allons adopter, sont en crise de représentation. Dans cette crise, souvent apparente sous forme d'apolitisation de la société et d'excès de pouvoir de l'économie de marché, nous allons chercher à établir de nouveau, le rôle défini et les fonctions des médias de masse dépendants en deux niveaux en tant qu'intermédiaires entre les deux pouvoirs.

En faisant cette étude, nous allons voir les rapports de force entre les médias et les mondes politiques et économiques, sans oublier une vision de la part du métier du journalisme qui, outre les règlements institutionnels souvent faibles en réalisation, cache une volonté de liberté et d'égalité. Nous allons aussi aborder les changements que subit la communication commençant par les théories et les pratiques de la propagande, et la transformation de celle-ci au marketing politique par le changement du contexte politique et social.

## **II- La Démocratie en Crise, Le Quatrième Pouvoir en Question**

Nos démocraties représentatives sont aujourd'hui en crise. Pour certains, elles souffrent avant tout d'un défaut de citoyenneté, pour d'autres c'est la défaillance de nos institutions démocratiques et administratives qui est en cause. Selon Leo Scheer, l'adhésion d'une société à la démocratie repose sur un acte de foi.<sup>103</sup> En effet, la représentation évoquée plus haut, base du système démocratique actuel, est liée à la confiance dans l'autre, dans le représentant, dans le fait que celui que l'on élit partage les mêmes valeurs, les mêmes idées. Or cette foi est ébranlée par le silence des politiques face aux grands fléaux de cette fin de siècle que sont la misère, le chômage, la violence, l'insécurité et la marginalisation d'une partie toujours plus importante de la population.<sup>104</sup>

Mais il serait injuste de minimiser le problème au niveau des instances politiques. Il faut aussi prendre en considération l'indifférence de la société face aux questions politiques, probablement à cause de la primauté du champ économique dans les systèmes de marché et à cause de la primauté de l'individualisme lié d'une côté au développement des technologies. La contradiction ici est étonnant. Les technologies de communication censées améliorer et faciliter les relations entre les individus, risquent de bouleverser la société en transformant ses membres en des individus atomisées.

Les média de masse, étant des intermédiaires entre les représentants et les représentés établissent par principe une instance de contrôle sur le

---

<sup>103</sup> SCHEER Leo, La Démocratie Virtuelle, Paris, Flammarion, 1994, p.16, cité in, LOBET-MARIS et VAN BASTELAER, p.3,

<sup>104</sup> LOBET-MARIS et VAN BASTELAER, pp.3-4,

pouvoir politique. Considérés ensemble, le caractère d'intermédiaire, de contrôle et troisièmement de l'influence sur les actions politiques et les interprétations sociales, les média de masse peuvent combler le vide d'un quatrième pouvoir. Or, en réalité, les citoyens ont des difficultés à trouver des structures intermédiaires dans lesquelles ils pourraient s'insérer et avoir prise sur la réalité de leur environnement. Comme consommateur, l'individu peut tout acheter et même faire le tour du monde, comme téléspectateur, il sait tout en direct des événements mondiaux; comme acteur économique, il est par contre limité, et comme acteur politique, sa capacité d'action sur la réalité politique est encore plus faible. Le citoyen d'aujourd'hui est un géant en matière d'information et de consommation, et un nain en matière d'action. Il peut tout savoir, ou tout consommer, mais il ne peut agir sur la réalité trop compliquée, trop organisée.<sup>105</sup>

## **A- Le changement du contexte politique et social**

L'influence des média est strictement liée à la culture politique qui, à son tour reflète les exigences de l'époque. La communication politique, a subi ces changements sous différentes formes. Elle se présente au sein des régimes autoritaires sous forme de propagande de l'Etat dans le but de manipuler la société. Sa présentation prend la forme d'une communication du haut vers le bas accompagnée d'une censure "légale au profit de la société et de la nation" pendant les périodes de guerre. Finalement, elle prend la forme du marketing politique dans les démocraties représentatives modernes où tout devient question de vente qu'il s'agisse d'un acteur politique, d'une idéologie ou d'un bien de consommation.<sup>106</sup>

Les exigences de la démocratie varient aussi selon le contexte et les conditions de l'époque. Au sein d'une société où une grande majorité s'intéresse à l'actualité politique, l'exercice politique et les rôles des

---

<sup>105</sup> WOLTON Dominique, **Naissance de l'Europe démocratique**, Paris, Flammarion, 1993, p.231,

<sup>106</sup> D'ALMEIDA, pp.40, 70, 93, 144,

intermédiaires sont assez différents des actions et exigences politiques au sein d'une société peu politisée. Par ailleurs, au sein d'une société où les conditions économiques et sociales sont loin de satisfaire le public, le discours et les techniques de communication et de persuasion des gouvernants (ou des dirigeants) s'adaptent aux exigences des conditions de l'époque.

### **1. La période du peuple politisé: de la propagande à la communication politique**

Dans un contexte où il y a des clivages net comme celui de gauche et droite, les médias ont un plus grand rôle de démocratisation du débat. C'est là, le fondement de l'existence de la communication en tant que nous comprenons aujourd'hui au sein de la vie politique. La droite, dotée de ressources économiques considérables par rapport à la gauche, jusque là était un pas en avant. Mais la gauche se rendant compte de l'importance du nombre dans le système du suffrage universel a pris en main l'arme de la communication "socialiste" qui se montre sous forme des meetings, des journaux, des cafés, du cinéma et même de la littérature.

Echappant à la logique de marché et loin d'une standardisation politique, les démocraties basées sur les fondements principaux tels que l'idéologie, l'opinion publique, la volonté de la nation, font un usage des médias à accomplir la mission d'être un outil libre entre les mains des citoyens. D'où un meilleur exercice de la démocratie due à la fonction d'information, d'expression égale et de contrôle par les médias.

Le gouvernement du peuple suppose le contrôle permanent de l'exercice du pouvoir par l'opinion publique. Les médias constituent le moyen le plus efficace d'information et de formation de cette opinion publique. Ils sont de ce point de vue le relais par excellence entre gouvernants (ou aspirants gouvernants) et gouvernés. Il n'est dès lors de démocratie vivante,

que si l'information est libre et pluraliste et si la communication s'effectue bien, et dans les deux sens.<sup>107</sup>

Outre leur rôle pour les régimes démocratiques, les médias de masse, en raison de leurs caractéristiques qui leur permettent de parvenir aux plus petites cellules de la société, sont utilisés aussi par les régimes totalitaires, et pendant les périodes de guerre. L'exemple le plus attrapante de la communication totalitaire ou de la propagande est la propagande Nazie.

La propagande, entendue comme "l'ensemble des techniques d'influence idéologique et politique"<sup>108</sup> ne comportait pas au XVII<sup>e</sup> siècle où elle était inventée, d'idées de manipulation. Quant à la propagande politique, elle n'a fait son apparition qu'au XX<sup>e</sup> siècle par une évolution de son champ et de ses moyens d'action qui sont respectivement, la masse et les nouvelles technologies d'information et de communication.<sup>109</sup> Quand la communication est en but de propager l'idéologie officielle et quand elle est dépendante de celle-ci, elle devient la propagande. La communication politique a pour but d'informer alors que la propagande a pour but de manipuler.<sup>110</sup>

Dans l'entre-deux-guerres, la propagande est au centre des préoccupations des régimes autoritaires. Pour la première fois, la concentration totale des moyens de communication aux mains d'un Etat lui permet un contrôle de l'imaginaire, l'imaginaire au sens d'un ensemble des mythes, de la culture, des représentations et des croyances.<sup>111</sup>

La propagande nazie dont les principes sont élaborés par Adolf Hitler, et utilisée par lui-même afin de réaliser une société national-socialiste en Allemagne d'entre-deux-guerres est l'un des plus importants exemples parmi les différents types de communication politique. Pour Hitler, la propagande doit s'adresser uniquement à la masse puisqu'elle consiste non à instruire scientifiquement l'individu isolé, mais à attirer l'attention des masses sur des

---

<sup>107</sup> CAYROL, p.13,

<sup>108</sup> D'ALMEIDA, p.11,

<sup>109</sup> DOMENACH Jean-Marie, **Politika ve Propaganda**, Ed. Varlık. İstanbul, 1995, p.19,

<sup>110</sup> TILIÇ Doğan, **Utaniyorum ama Gazeteciyim**, İletişim, İstanbul, 1998, p.285,

<sup>111</sup> D'ALMEIDA, p.39,

faits, événements et nécessités déterminés, et dont on ne peut faire comprendre l'importance aux masses par ce moyen. Son action doit toujours faire appel aux sentiments et très peu à la raison.<sup>112</sup>

Ayant compris l'importance des médias de masse, le gouvernement nazi a pris tout le contrôle de l'information et de la communication de masse. Le peuple devait être "suffisamment" informé sur la réalité par la presse et la radio, ce qui signifie l'information en faveur de Hitler. Ce dernier était à la recherche non pas de vérité mais d'effet produit sur les masses.

De point de vue économique, l'absence de concurrents dans les régimes totalitaires, offre aux dirigeants des moyens de contrôle sans précédent. Les coûts de presse, les coûts de diffusion et de production cinématographique bouleversent sans recours à la violence la liberté d'opinion et de presse.

Un autre exemple de l'utilisation des médias par les régimes totalitaires est celui de la manipulation des masses est le fascisme italien de Mussolini. La propagande fasciste utilise toute une série de dispositifs: visites guidées de journalistes, cinéma, publications, institutions culturelles, agences touristiques afin de diffuser une image favorable du régime. Les moyens de financement et de contrôle devenant étatiques, Mussolini organise très tôt la propagande par l'image cinématographique, à travers notamment, les actualités filmées et la réalisation des documentaires. Outre la production cinématographique, les autres médias de masse aussi étaient vite sous contrôle fasciste. L'organisation autoritaire de la vie intellectuelle a été assez progressive en Italie. Dès 1925, la presse est brutalement mise au pas mais les institutions permettant de développer systématiquement un programme de propagande à la radio n'apparaissent pas avant 1934.<sup>113</sup>

Les régimes autoritaires poursuivent le mouvement de concentration des moyens de contrôle et de stimulation autour de l'Etat. Celui-ci n'est plus seulement un instrument administratif au service de la nation. Il devient un

---

<sup>112</sup> HITLER Adolf, **Mon Combat**, Nouvelles Editions Latines, Paris, 1934, p.181,

<sup>113</sup> BERTHO-LAVENIR, pp. 93-125,

outil entre les mains d'un groupe politique monopolisant le pouvoir qui lui-même est contrôlé par les autorités politiques, non seulement au sommet, mais aussi à l'échelon local par les responsables du parti. La capacité de censure des régimes autoritaires est donc supérieure à celle exercée par les régimes démocratiques durant le conflit. Elle est justifiée par l'adoption de nouvelles formes juridiques qui intègrent l'idéologie des nouveaux maîtres. Les lois "fascistissimes", votées en Italie en novembre 1926, interdisent la liberté d'expression en référence à la défense des valeurs fascistes et de la sécurité de l'Etat.<sup>114</sup>

Une autre forme de communication politique est la propagande de guerre. Ayant vu le jour de façon systématisée dès la 1<sup>ère</sup> Guerre Mondiale, et évalué par la suite vers une communication politique plus structurée, elle est toujours présente de nos jours où la Guerre d'Irak nous en donne un bon exemple.

Lorsque éclate la Première Guerre Mondiale, en août 1914, les Etats européens n'ont guère d'habitude des moyens de communication de masse autres que l'écrit: la presse et le courrier. C'est pourquoi leur premier geste est de limiter la circulation d'informations vers l'ennemi afin de préserver les secrets militaires et les données stratégiques. Les gouvernements prennent aussi des dispositions pour entraver la pénétration de nouvelles données par l'adversaire tant elles risqueraient d'affecter le moral des troupes ou des civils.<sup>115</sup> Une censure stricte s'impose.

La manque d'information contribue, dans les premiers mois de la guerre, à la parution d'articles marqués par le chauvinisme le plus excessif, en particulier dans les feuilles nationalistes et les journaux populaires. Les journalistes se sentent investis du devoir de soutenir le moral des soldats en les rassurant sur la qualité de l'armement et du commandement, de conforter l'arrière en lui présentant une guerre courte et joyeuse. Par ailleurs, l'usage de la photographie "qui enregistre la vérité des choses" est sévèrement contrôlé et les reproductions dans la presse nationale sont soumises à la

---

<sup>114</sup> D'ALMEIDA, pp.48-49,

<sup>115</sup> idem, p.18,

censure à tel point que l'usage des appareils photographiques sur le front est interdit aux soldats et aux journalistes présents au front.<sup>116</sup>

Les médias, considérés comme les garants des régimes démocratiques par la possibilité d'information et d'interprétation libres qu'ils permettent au public, et comme les outils nécessaires dans le processus de démocratisation des pays en voie de développement peuvent par contre être une menace pour les démocraties, comme dans les deux cas ci-dessus. Les médias deviennent alors des outils pour la mise en place et la survie des régimes et des gouvernements autoritaires, parce qu'ils sont concentrés entre les mains d'une seule couche de la société par des causes politiques et économiques alors que la communication démocratique exige un flux libre et égalitaire d'informations en deux sens. Or, ce flux d'informations en deux directions en but de renforcer la participation politique n'est possible que par l'existence d'un peuple intéressé aux questions sociales et politiques.

Le mouvement soixante-huitard et son expression publique est un bon exemple pour la capacité d'action d'un peuple politisée. Surtout en France, le support de l'affichage produit à l'atelier des Beaux-Arts de Paris est vitale pour montrer le rôle de la communication dans une démocratie polarisée.<sup>117</sup>

Les démocraties en voie de développement, partent de la même logique que les démocraties de l'Europe au XX<sup>e</sup> siècle. Le passage à la démocratie étant nouveau, les citoyens, faute de liberté des régimes autoritaires, agissent par une plus grande conscience de citoyenneté. Par ailleurs le pluralisme des médias indépendants des groupes économiques servent à la démocratisation du pays.

En Afrique, la presse qui a toujours été considéré comme un outil de propagande au service des seuls partis uniques issus des indépendances. Or, la radio, surtout dans les dernières années est devenue la porte parole de la population et de l'opposition jadis écarté du champs médiatique. C'est par un projet mené par l'Institut africain de la démocratie en partenariat avec

---

<sup>116</sup> BERTHO-LAVENIR, pp.15-19,

<sup>117</sup> D'ALMEIDA, p.139,

l'union européenne que l'impact des média dans le processus de démocratisation est étudié. Le but de ce projet était de sensibiliser l'opinion publique en informant mieux et plus sur les enjeux de l'exercice du pouvoir, de sa conquête et de l'effectivité des droits de l'homme. Huit radios et huit journaux préparant un programme de radio de quarante-trois minutes en deux parties (l'une sur les sujets communs, l'autre sur les problèmes locaux) et mensuel, prennent en charge la formation et l'information du public analphabète en grande majorité.

Dans ce cas, les journalistes, comme acteurs du jeu démocratique, se sont montrés à travers leurs écrits, déterminés à participer à l'édification d'une culture citoyenne. Par conséquent, les média en Afrique aujourd'hui, ont allégé le poids de l'analphabétisme qui est un frein au développement démocratique, en créant un nouveau type de citoyen. C'est ce citoyen qui ne sait ni lire, ni écrire mais très au fait de l'actualité politique et sociale grâce aux média. Ces derniers, lui fournissent les outils avec lesquels il affronte le nécessaire combat politique de tous les jours dans une démocratie en construction.<sup>118</sup>

Un autre exemple de démocratisation de l'espace publique est celui de Venezuela. Dans le contexte de révolution démocratique, les média traditionnels aux mains d'intérêts économiques liés à l'ancienne oligarchie donnent de la société une image toute fausse. Face à cette tendance des média, Hugo Chavez s'est contenté, pour briser cette dictature médiatique de légaliser les organes de communication communautaires qui n'étaient guère que tolérés ou clandestins jusque-là. Plus loin, pour le droit à la communication, le gouvernement affecte une portion du spectre radioélectrique aux média communautaires et instaure l'obligation pour les opérateurs du câble et du satellite de transporter gratuitement, jusqu'à un maximum de 15 % de leur offre, les signaux de ces télévisions communautaires.<sup>119</sup>

---

<sup>118</sup> NDIAYE NTAB Michelle, "Au service de la démocratie" Le Courrier ACP-UE, No: 170, juillet-août 1998, pp: 82-84,

<sup>119</sup> LAMBERT Renaud, "Média contre Média", Le Monde Diplomatique, juin 2005, p.3

Ces tentatives de démocratisation des médias et de démocratisation de la société par les médias, ne sont possibles que par l'existence ou la création d'une conscience de citoyenneté active qui porte intérêt aux affaires publiques, à la question de représentation. Par ailleurs, la fiabilité de l'information issue d'une source indépendante économiquement et politiquement, aide aux médias à accomplir leur mission de fondateur et garant d'une démocratie représentative égalitaire.

Le processus de démocratisation suivi par la pasifisation et enfin par la professionnalisation politique détermine le mode de communication politique parallèlement aux attentes des citoyens. La propagande de guerre et la propagande autoritaire laissent la place, dans les périodes de stabilité politique et de paix, au marketing politique qui implique l'entrée des professionnels de communication, en scène politique.

## **2. Indifférence social et politique vers le marketing politique**

Les développements économiques et sociaux, aboutissant à la standardisation de la vie politique et sociale aggravent les risques de crise de représentation. Les idéologies politiques perdant leur poids aux yeux des membres de la société qui sont de plus en plus intéressés à leur situation économique et sociale individuelle, le perdent ainsi dans la réalité du champs politique. On sait depuis longtemps que les qualités nécessaires pour être élu ne sont pas forcément les mêmes que celles dont il faudra faire preuve ensuite, une fois arrivé au pouvoir. Les hommes et les femmes les plus habiles à obtenir la légitimité populaire ne sont pas nécessairement ceux qui feront accomplir la meilleure performance à la communauté qui les aura pris pour chef.<sup>120</sup>

Le contexte idéologico-politique, avec ce qu'il est désormais convenu d'appeler "la mort des idéologies" et l'avènement de "l'ère du consensus" a contribué à mettre l'accent sur la communication politique, souvent perçue

---

<sup>120</sup> DE VIRIEU François-Henri, **La Médiacratie**, Paris, Flammarion, 1990, p. 259,

comme s'effectuant au détriment de la politique elle-même.<sup>121</sup> Les programmes des partis préparés selon les besoins du public militant ou adhérent et exposés durant les campagnes électorales ne sont plus présents. Les discours électoraux des hommes politiques tournent autour de quelques questions sociales mises en scène souvent par les grands médias, dans tous les pays démocratiques. Ce qui est étonnant c'est que le public ouvert de manière plus rapide et facile à toutes les informations nécessaires - grâce aux nouvelles technologies de la communication - pour établir sa propre opinion, refuse d'agir en tant que citoyen.

Cette crise de socialisation politique peut avoir plusieurs causes telles que la professionnalisation du champ politique due à la standardisation des problèmes, les politiques du profit des médias de masse visant à toucher le plus grand nombre par les émissions de distraction, ou l'infiabilité des informations reçues par les organes des médias de masse, donc crise de citoyenneté. Lorsqu'on envisage les médias dans leur fonction première qui est instrumentale, il est possible de leur restituer toute leur positivité comme organes susceptibles d'éveiller des débats et d'en montrer les enjeux en vue d'éclairer l'opinion, donc d'éveiller la conscience de la citoyenneté. Ils deviennent un pouvoir lorsqu'ils se détournent de cette vocation initiale d'information et de critique pour devenir autoréférentiels, lorsqu'ils cherchent avant tout l'accroissement de leur audience.<sup>122</sup>

Par ailleurs, l'indifférence des citoyens à la vie politique et sociale va de pair avec la logique du militantisme. Les individus cherchent toujours à faire partie d'un groupe soit à cause des gratifications matérielles, soit à cause des gratifications symboliques qui sont souvent plus importantes que les premières. Les gratifications symboliques se présentent sous forme de bonheur d'adhérer à un groupe, de socialisation. En outre, le sentiment d'être un citoyen actif peut pousser les gens à devenir des militants politisés. Or, aujourd'hui, le fait d'être un citoyen actif, de suivre l'actualité politique

---

<sup>121</sup> COULOMB-GULLY Marlène, **Radioscopie d'une Campagne**, Paris, Ed. Kimé, 1994, pp.12-13,

<sup>122</sup> ZARKA Yves Charles, "*Démocratie et pouvoir médiatique*", Le Monde, 30.01.2002, [www.lemonde.fr](http://www.lemonde.fr),

mondiale, de construire sa propre opinion sur les questions débattues, ne provoque pas forcément une socialisation. D'autre part, la gratification symbolique qui est de nature psychologique, peut être acquise par d'autres voies que d'adhésion à un groupe politique ou non.

Dans les démocraties contemporaines la gratification symbolique est substituée au salut individuel. Les problèmes du groupe politique auquel on appartient ont laissé la place à des problèmes personnels. D'où, la primauté d'un meilleur salaire, de la vie privée, des loisirs. Claude Imbert, fondateur et éditorialiste du *Point*, marque la réalité du phénomène d'apolitisation avec son affirmation sur l'intérêt que porte le peuple sur le vote de la Constitution Européenne: “ *Vous avez un garçon qui bosse toute la journée dans une usine à côté de Nancy. Il rentre tard le soir. J'aime autant vous dire qu'il a envie de boire une bière, il ne va pas regarder la Constitution dans le détail. A quoi ça sert les Parlements?*”<sup>123</sup>

Cette affirmation nous mène vers deux aspects: la volonté de l'amélioration des conditions de vie dépendant directement des conditions économiques individuelles poussent les citoyens à s'engager pour des problèmes personnels plus que pour des sujets politiques. Dans ce cas, la professionnalisation de la politique qui est le deuxième aspect entre en scène. La représentation étant le fondement de la démocratie perd le sens aux yeux des citoyens qui laissent totalement leur droit de contrôle et de décision aux acteurs et institutions politiques. Cette indifférence sociale et politique avec la professionnalisation provoque un changement de la sphère politique.

Ainsi, fait son apparition le marketing politique. Le marketing politique est une approche de la relation entre personnalités politiques et opinion publique. Il se veut un ajustement entre le candidat ou le parti et la fraction de l'électorat qu'il entend représenter. C'est par un autre point de vue, la transposition des techniques d'études commerciales dans le domaine

---

<sup>123</sup> HALIMI Serge, *Média en tenue de campagne européenne*, Le Monde Diplomatique, Mai 2005, pp. 14-15.

politique.<sup>124</sup> La logique du marketing consiste à “vendre” un produit en persuadant la cible de ses qualités ou à changer le produit pour l’adapter aux attentes du groupe-cible. L’applicabilité du marketing à la politique est principalement passée par le marketing électoral qui constitue sa forme la plus avancée. Il s’agit d’assister l’offre électorale dans ses efforts d’ajustement à la demande ou de conformation de la demande politique.<sup>125</sup> Dans ce cas, il n’est pas étonnant que le marketing politique ait fait son apparition aux Etats-Unis où - sous la règle de l’unanimité idéologique traditionnelle - la fonction primordiale des partis est électorale.<sup>126</sup>

Comme le note Cayrol, ce que cherche à faire le marketing politique pour un leader, c’est de lui permettre de se faire connaître – d’acquérir une notoriété - et de séduire le maximum de gens, de susciter une adhésion. Pour ce faire, les recettes les plus simples sont aussi les plus éprouvées: il faut tout à la fois créer entre le leader et son public une impression d’intimité, tout en maintenant une certaine distance, car le pouvoir suppose un certain respect.<sup>127</sup> Dans cette recherche de notoriété et d’adhésion, l’orchestration médiatique tient évidemment une place de choix qui implique une stratégie multi-média. L’indispensable recours à la télévision et aux autres média de masse, conduit à subordonner le contenu des messages politiques aux attentes et habitudes de consommation de leur public.<sup>128</sup>

Aujourd’hui, la société de communication, société de l’instantané et de la dispersion, supporte mal un message trop subtilement élaboré. La disparition des clivages idéologiques et l’argumentation cédant la place à la séduction, la vie politique actuelle apparaît plus favorable à des professionnels de la communication qu’à des professionnels de la conviction.<sup>129</sup> L’inclusion de Jacques Séguéla dans l’organigramme de l’équipe de campagne de François Mitterrand en 1981 en est un bon exemple. Le conseiller en communication a une tâche essentielle d’aider à

---

<sup>124</sup> D’ALMEIDA, p.152,

<sup>125</sup> GERSTLE Jacques, **La Communication Politique**, Paris, PUF, 1992, p.45,

<sup>126</sup> ALBOUY Serge, **Marketing et Communication Politique**, l’Harmattan, Paris, 1994, p.287,

<sup>127</sup> CAYROL, p.54,

<sup>128</sup> ALBOUY, p.200,

<sup>129</sup> DE VIRIEU, p. 248,

ce que l'homme politique s'accepte bien, avec ses défauts, qu'il doit finir par considérer comme des qualités.<sup>130</sup>

La représentation aux médias inclut le fait de transformer les choses en des réalités percevables. D'ailleurs l'utilisation des images et la sélection des mots gagnent de l'importance. Car, les études sur l'interprétation des images montrent qu'il existe un lien étroit entre la représentation visuelle d'une idée et la capacité du public à déchiffrer le sens d'un message.<sup>131</sup> Puisque les idéologies perdent leur importance faute de standardisation aux yeux des citoyens, les conseillers en communication et les hommes politiques arrivent à tout changer, le "look", le positionnement, le discours afin de rendre la politique compréhensible et attrayante pour la majorité.<sup>132</sup>

L'économie de marché poussant les médias à la captation d'un plus grand nombre sous crainte de survie économique, oblige les journalistes à simplifier les émissions politiques. La culture politique faible et l'intérêt qu'à la population sur les problèmes politiques influencent le caractère distractionnel des émissions politiques. Selon l'article d'Eric Neveu, un sondage réalisé à l'automne 1987 montre que 66% des personnes interrogées indiquent ne pas s'intéresser, ou peu s'intéresser aux émissions politiques.<sup>133</sup> Dans ce cas, à l'exception des chaînes thématiques qui peuvent cibler un public ayant plutôt un fort capital culturel, les chaînes dites généralistes doivent gérer la diversité sociale de leur audience. Le téléspectateur indifférent, puisque confronté à une émission politique en début de soirée, n'a d'autre ressource que de changer de chaîne, avec les conséquences qu'un dépôt massif d'audience comporte sur les financements publicitaires.<sup>134</sup>

Cette transformation de la communication politique se réalise à deux niveaux. L'un c'est du point de vue des médias, l'autre c'est du point de vue des hommes politiques. Les hommes politiques se sont très bien et assez

---

<sup>130</sup> CAYROL, pp.46-53,

<sup>131</sup> FRÖSCHL, p. 307,

<sup>132</sup> CAYROL, p.54,

<sup>133</sup> NEVEU Erik, "*Les émissions politiques à la télévision*", HERMÈS, 17-18, 1995, p.149,

<sup>134</sup> idem, p.150,

facilement adaptés au jeu médiatique. Certains ont rapidement compris les nouvelles règles du jeu de la médiocratie. Rien pourtant dans leur formation intellectuelle ne les y avait préparés mais, nécessité faisant la loi, ils s'y ont pliés.<sup>135</sup> Le recrutement des conseillers en communication est la conséquence majeure.

L'homme politique devenant un bien de consommation politique<sup>136</sup> avec plusieurs concurrents dans le marché, cherche à se différencier par la médiatisation. Pour ce faire, de façon générale, les actions des hommes politiques sont mises en scène de façon à être facilement et favorablement montrées par les médias. L'image télévisée est l'un des vecteurs essentiels de construction et de reconnaissance des images et, l'homme politique, en période électorale tout particulièrement, travaille son image avec l'objectif bien spécifique de susciter l'adhésion des citoyens.<sup>137</sup>

Il faut noter, d'ailleurs, que le public est généralement peu conscient de tout ce que ces gestes médiatiques supposent de préparation de mise en scène. Il trouve tout à fait normal de voir ces images sur son journal ou à la télévision, sans imaginer qu'elles sont l'aboutissement d'un processus qui ne doit rien au hasard: invention des conseillers en communication, organisation de la manifestation et de la mise en scène, information des médias, réalisation des reportages, diffusion.<sup>138</sup> En plus, alors que la fiabilité de l'information médiatisée sur les questions politiques est faible, la mise en scène artistique des hommes politiques par les médias ne fait pas question de fiabilité. Car cette mise en scène s'adresse aux loisirs de l'audience avec les effets de distraction, ce qui implique l'état d'un récepteur neutre, ou avec un minimum de réflexion sur le message transmis. Autrement dit, le marketing politique se débarrassant des sens négatifs de la propagande, en fait un autre usage qui est fondé sur la conviction et persuasion au lieu de la manipulation.

---

<sup>135</sup> DE VIRIEU, p.249,

<sup>136</sup> UZTUĞ Ferruh, "*Siyasal Kampanya Planlamasında Pazarlama Yaklaşımı*", YENİ TÜRKİYE, Eylül- Ekim 1996 (Medya Özel Sayısı) p.847,

<sup>137</sup> COULOMB-GULLY, p.75,

<sup>138</sup> MERMET, p.90,

A la lumière des évolutions historiques qu'ont subi les sociétés, le mode et les techniques de communication se sont variés. La perception et l'interprétation dont le peuple fait de la vie politique influence, la façon de transmissions des messages des hommes politiques afin d'assurer un maximum de consentement populaire. Ce consentement n'est pas toujours désiré dans but d'accomplir la mission principale du pouvoir démocratique qu'est la représentation de toutes les couches de la société pour leur assurer la réalisation de leurs besoins, mais dans celui d'établir une légitimité politique personnelle servant aux intérêts des grands groupes.

Pour une raison ou pour une autre, la nécessité de se faire accorder la légitimité nécessaire reste toujours vitale dans les régimes démocratiques et même dans les régimes autoritaires. Donc, la place attribuée à la communication politique ne peut pas et ne va pas facilement perdre son importance. Mais de nos jours, ce flux d'information passant entre trois instances, qui sont les média, les forces politiques et les forces économiques entrent dans le jeu de domination. Dans cette condition, pour pouvoir effectuer une étude sur les média, il faut certainement jeter un regard sur les relations avec lesquelles ces trois se sont liés.

## **B- Les Média dans les rapports de force**

L'histoire des média est marqué par l'intention des forces politiques et économiques, un fois vu le pouvoir et l'influence émanant de leur caractère accessible, omniprésent et souvent pluraliste, de prendre sous contrôle les outils de communication, et plus tard l'industrie des média. La plus ancienne forme étant la concentration des média sous contrôle étatique dans le cas de l'absence de pluralisme, le censure ou l'auto-censure continuent à faire la preuve de cette volonté. Cette volonté de contrôle a deux fondements. Premièrement, prenant en considération le pouvoir des média, les hommes politiques et les détenteurs des pouvoirs économiques cherchent à se protéger contre ce pouvoir. Deuxièmement, cette volonté de

protection aboutissant à un niveau plus élevée, ces instances cherchent à utiliser ce pouvoir à leur profit-même.

L'absence de résistance à ces tentatives de contrôle marque un autre point considérable pour la dépendance des média. "Il est vrai qu'il y a des interventions politiques, un contrôle politique (qui s'exerce notamment au travers des nominations aux postes dirigeants); il est vrai aussi et surtout que dans une période où il y a une armée de réserve et très grande précarité de l'emploi dans les professions de la télévision et de la radio, la propension au conformisme politique est plus grande. (...) Il est vrai que, en dernier ressort, on pourra dire que ce qui pèse sur la télévision, c'est la contrainte économique. Cela dit, on ne peut se contenter de dire que ce qui se passe la télévision est déterminé par les gens qui la possèdent, par les annonceurs qui payent la publicité, par l'Etat qui donne des subventions."<sup>139</sup> D'après Champagne, nombre d'acteurs sociaux, et notamment ceux qui appartiennent aux diverses fractions de la classe dominante, considèrent que la presse est devenue une chose trop sérieuse pour être laissée aux seuls journalistes.<sup>140</sup>

## **1- Les Média et le Monde Économique**

Les média jouent un triple rôle dans les économies modernes, en tant que support essentiel à l'infrastructure de l'activité économique, en tant qu'important secteur économique dans ses dynamiques et en tant que source principale des ressources culturelles par lesquelles les individus interprètent le monde et les possibilités d'action qu'ils ont. Donc, les média ont une grande influence sur le monde économique. Cette influence et relation mettent en cause en même temps le métier du journalisme. Lié à l'éthique du métier, le journaliste se trouve parfois face aux intérêts du grand groupe auquel il appartient ou, aux intérêts des annonceurs qui assurent une bonne partie du financement médiatique.

---

<sup>139</sup> BOURDIEU Pierre, **Sur la Télévision**, Paris, Liber-Raisons d'Agir, 1993, pp:13-14,

<sup>140</sup> CHAMPAGNE, p.216,

Dans ces conditions, les média se trouvent au milieu d'une crise. La liberté et l'égalité qu'ils doivent assurer afin d'être un quatrième pouvoir et la distance égale qu'ils doivent garder par rapport aux gouvernants et aux gouvernés se voit dans une déséquilibre. Cela, dans une grande partie, est la conséquence de la constitution des groupes médiatiques. Du fait des énormes concentrations, les média sont intégrés dans des groupes dont la principale activité n'est pas forcément l'information. Ces groupes ont comme préoccupation dominante la rentabilité.<sup>141</sup>

Les média, avant l'industrialisation, n'étaient pas considérés comme des entreprises commerciales. Après 1945 en France, plusieurs journaux, se sont créés dans un but non lucratif. Ils n'avaient pas d'actionnaires, ils ne faisaient pas partie de grands groupes. Ils n'avaient qu'un but: publier les nouvelles. En Amérique, au début, la radio était souvent basée sur des campus universitaires. La raison n'était pas d'en faire un moyen éducatif mais de garantir son indépendance vis-à-vis des grandes entreprises.<sup>142</sup>

L'autonomie relative des média qui rendait possible une certaine représentation fictive, et du même coup un certain soutien aux forces de résistance, tout ça disparaît. L'univers médiatico-journalistique des intellectuels médiatiques ou des journalistes intellectuels, tout cet univers-là est globalement parvenu à un état de soumission pathétique.<sup>143</sup>

Pour les entreprises, selon les lois de l'économie, si le taux de profit baisse ou est déjà plus bas que d'autres secteurs, il n'est pas logique d'investir dans ce secteur. Dans cette condition, le secteur de la communication, surtout des média de masse peut être considéré comme offrant un énorme taux de profit puisque les grands groupes d'investissement cherchent à créer ou à acheter des entreprises médiatiques. Or, malgré l'immense circuit économique qui tourne autour des annonceurs, l'investissement aux média de masse n'est pas aussi profitable

---

<sup>141</sup> RAMONET Ignacio, "Contre l'info-poubelle", GELARD Pierre (dir.) **Média, Mensonges et Démocratie**, Rennes, PUR, 2005, p. 29,

<sup>142</sup> SCHIFFRIN André, "La rentabilité est l'ennemie de l'information", GELARD, p. 34,

<sup>143</sup> BOURDIEU, cité dans HALIMI Serge, "Les Nouvelles Censures" GELARD Pierre (dir.) **Média, Mensonges et Démocratie**, Rennes, PUR, 2005,

économiquement. Ce qui pousse les groupes d'investissements à choisir les médias, c'est le profit non-économique.<sup>144</sup> Premièrement, par l'achat des médias, ces groupes mettent en place un sphère de publicité dont ils ont le privilège sur l'usage. Deuxièmement, ils peuvent assurer que les médias du groupe seront logiquement à leur côté dans le cas de support informationnel. Dernièrement, par la possession d'une chaîne de télévision, de radio ou d'un journal, ils se dôtent du même pouvoir médiatique qui, si nécessaire peut être utilisé en tant que contre-poids.

Outre, le problème de propriété, il existe aussi la crise des grands monopoles. La propriété d'une entreprise médiatique suffit pour établir un contre poids mais elle reste insuffisant pour le contrôle absolu du sphère médiatique. Dans ce climat de volonté d'un pouvoir brut, avec l'augmentation des conflits entre les entreprises naissent les grands monopoles par la voie de fusion, ce qui rend les médias moins critiques.<sup>145</sup>

Pour prendre le cas des médias encore indépendants, on se heurte encore au problème de financement. Les journalistes ayant droit à un salaire, les technologies de média de masse exigeant un certain investissement, même la presse la plus indépendante a besoin d'un capital pour s'autofinancer sans avoir un souci de profit. L'autofinancement est la plus efficace manière de rester indépendant pour les médias mais il est autant difficile, voire impossible.

L'application des règles de l'économie de marché au secteur médiatique oblige les journaux à faire des remises importantes sur leur prix de vente et souvent à mener une politique de promotions afin de capter un plus grand nombre de "consommateurs", qui à son tour laisse le fonctionnement des médias entre les mains des annonceurs.<sup>146</sup> "Les entreprises peuvent chacune individuellement, surtout les plus importantes d'entre elles, faire pression en retirant (ou en menaçant de retirer) leur

---

<sup>144</sup> SÖNMEZ Mustafa, **Filler ve Çimenler**, İstanbul, İletişim, 2003, p. 32,

<sup>145</sup> SCHIFFRIN, pp.34-35,

<sup>146</sup> TILIÇ, p. 83,

budget de publicité à certains journaux qui ont publié (ou voudraient publier) des articles défavorables aux entreprises en question”.<sup>147</sup>

Le financement assuré par la publicité, oblige les média à se soumettre aux profits et au service des annonceurs. “On peut penser que le commerce de l’information consiste à vendre de l’information à des citoyens-consommateurs. En réalité, cette situation a été profondément modifiée. Le rapport commercial consiste aujourd’hui à vendre des consommateurs à des annonceurs.”<sup>148</sup> Selon le rédacteur en chef du supplément magazine *Le Monde 2*, l’un des principaux objectifs du journal était de conquérir de nouveaux marchés publicitaires.<sup>149</sup> Donc pour pouvoir vendre les consommateurs, il faut en déterminer le nombre. Le système d’audimat est conçu pour informer les publicitaires de l’audience des émissions dans lesquelles ils diffusent de la publicité, audience qui détermine le tarif de cette publicité. Et donc qui détermine aussi l’intérêt de la chaîne à diffuser tels programmes ou tels sujets.<sup>150</sup> Les pressions qui s’exercent au niveau de la demande supposée du public incitent souvent à faire du racolage, de la facilité; à multiplier les sondages manipulateurs; à publier volontiers le texte des mémoires des femmes des acteurs politiques que de longs extraits du rapport du Programme des Nations Unies sur le développement.<sup>151</sup>

Durant les négociations des plans-média entre les média et les annonceurs, la première phrase à entendre aujourd’hui, c’est “*envoyez-nous vos bulletins de presse, nous les ferons publier surement.*” Donc la dépendance de l’information aux annonceurs fait le sujet d’un consensus légitimé par le secteur lui même. Il faut aussi mentionner que c’est une double contrainte car l’annonceur refusant d’utiliser telle chaîne ou tel journal peut se heurter au risque de voir la publication des informations négatives concernant lui-même ou le secteur au sein duquel il mène son activité, qui a un effet directe sur son activité commerciale.

---

<sup>147</sup> CHAMPAGNE, p. 219,

<sup>148</sup> RAMONET, “*Contre L’info-poubelle*” p.29,

<sup>149</sup> HALIMI Serge, “*Les Nouvelles Censures*”, GELARD Pierre (dir.) **Média, Mensonges et Démocratie**, Rennes, PUR, 2005, p.81,

<sup>150</sup> idem, p.84,

<sup>151</sup> idem, p.83,

L'augmentation du tirage la presse indépendante pouvait être un solution à ce problème de financement. Or, la récession des tirages est en train de provoquer une nouvelle crise. La première cause est la non-fiabilité de l'information diffusé par les média de masse. Les individus, ne croyant plus aux nouvelles publiées, renoncent à la lecture donc à l'achat des journaux. La deuxième est, la solution des grands groupes qui met en danger la presse indépendante à laquelle manquent les ressources économiques. Ils offrent des suppléments à des prix bas, ce qui renforce la confusion entre information et marchandisation.<sup>152</sup>

La pensée de marché dans le secteur médiatique provoque la concurrence pour la clientèle qui à son tour tend à prendre la forme d'une concurrence pour la priorité, c'est-à-dire pour les nouvelles les plus nouvelles (*le scoop*).<sup>153</sup> Dès lors que "le temps c'est l'argent", l'investigation et le recoupement des sources, qui prennent du temps, reculent. Les nouvelles technologies qui tendent au direct et les impératifs de la concurrence se conjuguent pour faire de l'urgence le mode par excellence de production des nouvelles.<sup>154</sup> Les acteurs politiques, profitant du caractère urgent de l'information, essaient de faire passer dans plusieurs journaux des informations confidentielles mais souvent inexactes pour déstabiliser un adversaire ou un concurrent. Les journalistes n'ont pas assez de temps pour vérifier les tuyaux plus ou moins fiables venus de la part des acteurs politiques.<sup>155</sup> La diffusion des nouvelles "scoop" sans en faire une recherche provoque des effets importants sur les décisions des citoyens qui ont besoin des informations justes, et aussi des effets importants sur la légitimité des média et fiabilité des informations diffusées par ces derniers.

La situation du journaliste aussi est conflictuelle dans ces conditions. *"La contradiction majeure qui habite le fonctionnement du champ*

---

<sup>152</sup> RAMONET Ignacio, "Média en crise", Le Monde Diplomatique, Janvier 2005, pp.26-27,

<sup>153</sup> BOURDIEU, 1993, p.85,

<sup>154</sup> BOUGNOUX Daniel, **La Communication contre l'Information**, Paris, Hachette, 1995, p.111,

<sup>155</sup> DE TARLE Antoine, "Mensonges ou Manipulations?", GELARD Pierre (dir.) **Média, Mensonges et Démocratie**, Rennes, PUR, 2005, pp.167-168,

*journalistique réside dans le fait que les pratiques journalistiques les plus conformes aux attentes des chartes du journalisme, sont loin d'être toujours les plus économiquement rentables. Le journaliste se veut idéalement le serviteur intransigeant de la vérité à tout prix alors qu'il appartient à un journal ayant un prix, et se trouve intégré dans une entreprise économique ayant ses exigences propres qui ne sont pas toutes celles de l'esprit.*<sup>156</sup> Or, le travail du journaliste consiste à rendre intéressant ce qui est important, pas à rendre important ce qui est intéressant, divertissant.<sup>157</sup>

L'éthique du journalisme perd son caractère de garant du système, car les journalistes qui sont la cause d'existence de celle-ci sont eux-mêmes soumis en tant que personnel aux règles du marché contrôlé dans sa grande majorité par les grandes entreprises. Les affirmations d'un propriétaire médiatique sont assez intéressants pour la liberté du journaliste: *"Je suis absolument respectueux de l'indépendance de la rédaction. Je n'interviens pratiquement jamais. Mais je ne suis tout de même pas propriétaire d'un journal pour le voir me critiquer sans raison, ou donner des informations fallacieuses sur mon secteur d'activité industriel."*<sup>158</sup> Dans ce cas, du côté des journalistes, la réalité c'est que *"on ne mord pas la main qui vous nourrit."*<sup>159</sup>

Pour les média, la dépendance du pouvoir économique est une question existentielle. Mais, elle n'est pas unique. Les média et parallèlement les journalistes sont en même temps dépendants des contraintes politiques. Le profit symbolique que le pouvoir économique retire des média est présent dans la relation entre média et politique. Par ailleurs, les relations entre le pouvoir économique et politique affectent les rapports des média avec les deux pouvoirs.

Les média sous contraintes économiques en tant que secteur devenu de plus en plus économique, ne peuvent pas échapper aux pressions

---

<sup>156</sup> CHAMPAGNE, p.219,

<sup>157</sup> HALIMI, "Les Nouvelles Censures", p.85,

<sup>158</sup> CAYROL, p.88,

<sup>159</sup> HALIMI, op.cit. p.75,

politiques exercées entre autres sur le secteur médiatique. Dans ce cas, il serait important de parler de cette pression politique voyant les médias comme un outil de manipulation aussi qu'un outil commercial car agissant dans une industrie selon les règles du marché.

## **2- Les Média et le Monde Politique**

Il y a dans tous les pays un phénomène de concentration en conglomérats accompagné d'un rapprochement, voire d'un alignement sur les gouvernements, ce qui rend la presse moins critique.<sup>160</sup> Les diverses pressions qu'exercent les forces politiques sur les médias n'est pas un phénomène nouveau. Comme nous l'avons déjà souligné ci-dessus, dès l'apparition des médias, les gouvernements ont cherché à censurer le contenu des informations par crainte de perdre le contrôle de la société formée des électeurs primordiales pour le suffrage universel, au profit des médias qui, n'étant pas seule les intermédiaires, peuvent contredire les décisions politiques.

La censure, fortement rejetée par les régimes démocratiques, ne s'est pas disparu pour autant, même au sein desdits régimes. Le critique de la censure exercée avant la diffusion étant prononcé par Sir William Blackstone dans son ouvrage "*Commentaries*" en 1765, est adopté en tant que Loi aux Etats-Unis en 1931.<sup>161</sup> Mais, les attaques contre l'indépendance de la presse ne se montre pas forcément sous forme de censure ouverte.

L'obligation d'avoir un licence pour pouvoir publier ou diffuser une opinion, et le fait que le monopole de distribution de ce type de licence appartienne à l'Etat, assure à ce dernier le contrôle de toute diffusion. Sous ce contrainte, l'indépendance et la liberté des médias reste un problématique toujours actuel. Pour échapper à cette situation, les médias exercent une auto-censure qui se manifeste par la médiocrisation des informations, par la mise en agenda des problèmes sociaux ne touchant pas aux intérêts des forces

---

<sup>160</sup> SCHIFFRIN, pp.34-35,

<sup>161</sup> BAYBARS HAWKS, p.11,

politiques et économiques. S'exercent des pressions sur les journalistes qui doutent et continuent à se poser des questions. Des interventions sont faites près des directeurs de journaux pour informer que tel ou tel journaliste sème la confusion ou est anti-patriotique. Tout journaliste sortant du ligne officielle n'est plus invité aux conférences de presse ou, s'il s'y rend, il ne peut prendre la parole.<sup>162</sup> Cela veut dire que, le droit d'exercer son métier n'est accordé au journaliste que s'il l'exerce de façon à ce que les détenteurs du pouvoir n'en soient pas affectés de manière négative.

Le cas extrême c'est celui de Berlusconi en Italie. Propriétaire de plusieurs journaux et chaînes de télévisions au moment de son accès au pouvoir, il prend sous son contrôle, une fois arrivé au pouvoir, le contrôle de toutes les chaînes de télévision de l'Etat. Devant cette situation, il devient assez difficile qu'une opposition existe et surtout se manifeste.<sup>163</sup>

Dans la fonction d'information de la société des média, l'auto-censure devient une limite plus grave que la censure ouverte, car elle cache aux yeux des citoyens la réalité, alors que dans l'autre cas, les citoyens sont avertis du fait qu'il existe une information à laquelle ils n'ont pas accès et droit. D'où la curiosité menant la population à s'intéresser aux problèmes sociaux et politiques.

Par ailleurs, les événements internationaux majeurs rappellent de manière vive que l'information est l'enjeu du pouvoir. La hiérarchie implicite des événements établie par les décideurs politiques ou militaires a ses effets sur la transparence de l'information.<sup>164</sup> Surtout pendant les périodes de guerre dans les régimes démocratiques, l'Etat se voit l'autorité et le pouvoir d'exercer une censure ouverte sous prétexte de la sécurité nationale. Pendant la Première Guerre Mondiale, s'établit partout un consensus pour admettre une censure concernant les mouvements militaires. L'accès direct des journalistes au front est interdit. Cependant, la censure a dépassé le

---

<sup>162</sup> ROULEAU Eric, "La faillite des média américains à l'épreuve de la guerre d'Irak de 2003", dir. GELARD, **Média, Mensonges et Démocratie**, Rennes, PUR, p.151,

<sup>163</sup> SCHIFFRIN, pp.34-35,

<sup>164</sup> MOUCHON, p,44,

cadre militaire et s'est appliquée aux attaques contre le gouvernement en place.<sup>165</sup> Le discours fondé sur l'appel constant aux ressorts émotifs accrédite une vision de la réalité telle que la proposent les détenteurs de différents pouvoirs.<sup>166</sup>

Le développement des technologies de la communication, ont influencé la vision des sociétés aux média de masse. La fiabilité de l'image renforcée par l'internationalisation de la communication offre aux individus, un nouveau support sur le domaine de l'information. Or, l'internationalisation de l'information derrière les chaînes comme CNN n'est pas synonyme d'objectivité. La présentation des conflits dans l'ancienne Yougoslavie montre assez bien comment les commentaires journalistiques varient, selon la politique extérieure de l'Etat.<sup>167</sup> Par ailleurs, la première Guerre du Golfe marqué par sa diffusion en directe a renforcé la fiabilité de l'information transmise. Mais, même si elle est transmise en directe, cette information reflète le point de vue et les dépendances de la chaîne CNN International alors unique au front.<sup>168</sup> Le point important dans ce cas c'était l'absence des média de l'autre camp de la guerre dans l'espace de communication internationale.

Quand on est face à de grands groupes, on constate qu'ils ne cherchent que la rentabilité, avec en plus un soutien gouvernemental. Dans l'exemple de la Guerre d'Irak la presse a été vraiment silencieuse, à l'exception des petits éditeurs et des petits journaux indépendants. Bien que la majorité du public prête à acheter les livres critiques à l'égard de George W. Bush, assure la rentabilité, les grands maisons d'édition n'ont pas osé publier un seul.<sup>169</sup> Donc la rentabilité économique peut dans le cas d'un alignement avec le gouvernement céder la place à une rentabilité politique.

---

<sup>165</sup> TISON Stéphane, "La Grande Guerre ou l'avènement d'une médiatisation de masse des conflits" GELARD Pierre (dir.) **Média, Mensonges et Démocratie**, Rennes, PUR, p.131,

<sup>166</sup> MOUCHON, p.44,

<sup>167</sup> D'ALMEIDA, p. 169,

<sup>168</sup> GRESH Alain, "Les télévisions globales et la guerre contre l'Irak", Actes du colloque international organisé par l'Institut Panos, Paris, Centre Wallonie Bruxelles, 4 Novembre 2003, [www.panosparis.org](http://www.panosparis.org)

<sup>169</sup> SCHIFFRIN, p.37,

Avec La Guerre d'Irak, la conviction sur l'image transmise en directe a abouti à ses fins. Le phénomène des journalistes "embarqués" a influencé l'effet de censure du gouvernement américain, car seul ces journalistes qui sont d'une façon choisis et accrédités par le gouvernement américain avaient accès au front à côté des soldats américains. D'un autre côté, les journalistes sur place étaient obligés de faire passer leurs articles par le contrôle du ministère irakien de l'information.<sup>170</sup> Donc une censure à deux étapes (la censure américaine et irakienne) était exercée sur les informations avant qu'elles passent à la télévision ou qu'elles apparaissent sur les journaux. D'un autre côté, l'existence d'Al Jazeera, sur le front a ouvert un autre point de vue pour ceux qui y avaient accès, étant une chaîne arabe, diffusant une guerre menée contre un pays arabe.

Une autre dimension médiatique de la Guerre d'Irak concerne la période d'avant Guerre. Avant la guerre en Irak, les médias américains étaient entièrement influencés par les attentats du 11 septembre. Cela a conduit beaucoup de personnes et beaucoup de journalistes à soutenir la politique de Bush. La presse aurait pu ouvrir les yeux sur la réalité des arguments avancés. Elle ne l'a pas fait par crainte d'être accusée de trahison, de loyauté à l'égard du pays, le patriotisme étant un thème exploité à fond par Bush et son administration.<sup>171</sup>

Face à la propagande d'Etat s'adressant aux sentiments nationaux et le besoin de sécurité, les médias de masse, loin d'être le "chien de garde" du système se sont vus manipulés par elle. Le contrôle direct et la production de l'information par Pentagon a réussi tellement que la propagande gouvernementale a pu dévaloriser les inspecteurs de l'ONU dont le rapport ne justifiait pas l'existence des armes de destruction de masse, donc qui ne justifiait pas la raison de la guerre aux yeux des citoyens.<sup>172</sup> Amy Goodman, présentatrice de *Democracy Now*, l'émission de radio diffusée par le réseau Pacifica, met l'accent sur le rôle manipulateur des médias pendant la Guerre

---

<sup>170</sup> SINZ Caroline, "Les médias face aux victimes civiles", Actes du colloque international organisé par l'Institut Panos, Paris, Centre Wallonie Bruxelles, 4 Novembre 2003, [www.panosparis.org](http://www.panosparis.org)

<sup>171</sup> ROULEAU, pp.149-151,

<sup>172</sup> idem, pp.150-151,

d'Irak. *“Si les américains voyaient pendant une semaine ce que voit le reste du monde – et je ne parle pas d’Al jezeera, je parle aussi de la différence entre CNN et CNN International – ils refuseraient de soutenir la guerre. Mais la plupart de nos reportages ressemblent à des publicités pour du matériel militaire. Les médias sonnent le branle-bas du combat. Et leurs mensonges détruisent les vies humaines.”*<sup>173</sup>

La crainte d’être exclus du système, les contraintes politiques obligent les médias (sous forme d’une censure cachée) à accepter la primauté des règles du jeu à la place de ses propres principes professionnels. Les médias, outils de démocratisation pour les démocraties en voie de développement ayant le soif de réaliser les exigences, peuvent devenir des outils de manipulation entre les mains des forces politiques et économiques dans les démocraties développées.

Il ne faut pas quand même sous-estimer la fonction des médias. Notre étude de cas sur la “crise” de 100 Œuvres fondamentales recommandées par le Ministère de l’Education Nationale et les effets de la réaction du journal Radikal sur l’évolution du sujet va chercher à clarifier en deux directions, le contrôle des médias de masse.

Pour ce faire, nous allons voir dans le premier chapitre les rapports du pouvoir politique avec les médias en Turquie, en y ajoutant une étude sur le structure des médias dans l’histoire. Nous allons continuer notre étude dans le deuxième chapitre par les relations du gouvernement Erdoğan (AKP) avec les médias. Enfin dans le troisième chapitre nous allons aborder la crise des 100 Œuvres fondamentales, en analysant l’agenda de l’époque et les effets de la réaction du journal Radikal.

---

<sup>173</sup> KLINENBERG Eric, “Médias américains et désinformation pendant la guerre d’Irak”, dir. GELARD, **Médias, Mensonges et Démocratie**, Rennes, PUR, pp:72-73,

### **III- L’Influence des média sur les actions politiques: le cas du journal Radikal et le Ministère de l’Education Nationale (MEN)**

Les deux premières parties de l’étude sur les média au sein des régimes démocratiques montrent que les média considérés comme le quatrième pouvoir dans le processus d’équilibre entre les pouvoirs subit des pressions directes ou indirectes. Les changements des règles du jeu politique et du jeu économique obligent les média à s’adapter aux nouvelles exigences. Par ailleurs, le changement du secteur médiatique à son tour affecte les sphères politiques et économiques aussi que les décisions et les interprétations des citoyens.

La double dépendance des média pose un problème pour la fiabilité et le caractère égalitaire et libre des derniers. Or, une fois pris le risque de se heurter aux contraintes politiques et économiques, les média peuvent tout de même continuer à accomplir leur mission de “chiens de garde” du régime.

Le sujet de recherche consiste à étudier deux phénomènes liés l’un à l’autre: premièrement, l’absence de contrôle volontaire ou non du pouvoir politique sur les livres recommandés aux élèves de l’école primaire et les effets que cet absence peut provoquer, deuxièmement, le rôle qu’a joué un journal – Radikal- sur la mise en question d’un phénomène social, donc un exemple de la fonction de chien de garde de la presse.

## **A- Les Rapports du pouvoir politique avec les média en Turquie**

Les rapports du pouvoir politique avec les média en Turquie peut être étudié en trois étapes telles que sous l'Empire Ottomane, sous période de parti unique, sous le régime multipartite. On peut aussi ajouter à ces trois une dernière qui commençant des années 1980, continue encore de nos jours. Ces relations sont strictement liées à la liberté de presse car à peu près tous les changements concernant l'équilibre politique et économique ont un effet directe ou indirecte sur les média qui, au cours de l'histoire étaient l'objet d'une volonté de contrôle des détenteurs du pouvoir afin d'empêcher les risques de le perdre ou de renforcer leur situation.

### **1- La liberté idéologique et économique de la presse**

La tradition de la presse en Turquie est marquée par une pression et par un contrôle du pouvoir politique. Commencant par l'Empire Ottomane, continuant sous le gouvernement du parti unique et aussi dans la période multipartite sous la nouvelle République turque, les relations de domination ou avec les dirigeants politiques ou bien avec les détenteurs du pouvoir militaire et économique n'ont pas cédé le pas à une liberté absolue de presse.

Le premier journal turc "*Takvim-i Vekayi*", faisant son apparition en 1831, était contrôlé par le gouvernement ottoman. Les nominations officielles et les visites officielles du Sultan aux pays étrangers constituaient le contenu du journal. Par ailleurs, tous les journaux, pour être publiés devaient avoir une licence du gouvernement, y compris les maisons d'imprimerie et même celle chargée d'imprimer *Takvim-i Vekayi*.

Les deux journaux qui suivent *Takvim-i Vekayi*, *Ceride-i Havadis* et *Tercüman-ı Ahvâl*, fondés respectivement par William Churchill et Çapanzade Agah Efendi, étaient les premiers à parler de la liberté de presse

bien qu'ils n'avaient pu être publiés qu'après avoir reçu le licence du gouvernement.

En 10 Mai 1876, le règlement de censure qui légalisait le contrôle des journaux par les responsables du gouvernement avant leur publication était mis en place. Face cette censure ouverte, la première réaction est venue du journal *Sabah* qui, sans changer la mise en page du journal, publiait en vide les articles censurées. Sous la règne de Abdulhamit II, avec les Lois établies concernant la presse, il était devenu presque impossible de faire la publication d'un nouveau journal.

La remise en place de la Constitution en 23 Juillet 1908 par les efforts du mouvement Jeunes Turcs était suivie, dans une courte période de six semaines, par l'augmentation des titres de journaux publiés jusqu'à aboutir à deux cents. En plus la nouvelle constitution limitait la censure prépublication dans l'article 12: "Aucune article écrite ne peut être censurée avaant sa publication." Or la Loi de Presse mise en place au 16 Juillet 1909, sans autoriser la censure, accordait le droit de fermer les journaux en cas de risque de sécurité nationale jusqu'à ce que la cour en prenne une décision.

La période d'avant la première Guerre Mondiale était aussi marqué par une série de limitations graves face aux publications. Surtout pendant les années 1911-1912 nombre de journaux étaient fermés et republiés sous de différents titres.<sup>174</sup>

Sous la république, la question de censure était encore vivante. Le règlement de censure était mise en place en 3 Mai 1925 avec la loi *Takrir-i Sükun* qui est resté en vigueur jusqu'à 1928, mettant toutes les publications dans les régions d'émeutes sous contrôle et censure avant publication et reconnaissant aux tribunaux d'indépendance (*İstiklâl Mahkemeleri*) de larges pouvoirs comme interdire définitivement ou suspendre la publication d'un journal ou d'une revue, ou juger les journalistes qui y écrivaient sans avoir le

---

<sup>174</sup> BAYBARS HAWKS, pp.25-37,

droit de faire recours à une autre institution gouvernementale.<sup>175</sup> Cette période de contrôle lourde avait duré cinq ans même après la loi *Takrir-i Sükun*, à la fin de laquelle le gouvernement avait autorisé la publication des journaux même s'ils étaient contre le gouvernement. Mais ils étaient encore sous contrôle gouvernementale et n'était qu'une liberté apparente. La presse turque a subi la lourde pression du gouvernement du parti unique (CHP) jusqu'à 1945 où s'est réalisé le passage à la période pluripartite qui a ouvert la voie pour une média pluraliste politiquement et économiquement. La télévision et la radio ont du attendre jusqu'en 1990 pour pouvoir sortir en dehors du monopôle étatique.<sup>176</sup>

Le parti démocrate (DP) fondé par le passage au système pluraliste a fondé à son tour des journaux favorables à son idéologie. Or, jusqu'en 1948 où étaient fondés *Hürriyet* et *Milliyet* qui sont les premiers à être des journaux de masse, les journaux n'avaient pas pu aller plus loin qu'être les publications des partis politiques.<sup>177</sup>

Le gouvernement de DP, après la prise du pouvoir par les élections en 1950, lié à son idéologie libérale a changé la Loi sur la Presse en annulant le pouvoir et l'autorité du gouvernement sur la presse et en annulant aussi l'obligation d'obtenir une licence du gouvernement avant la publication d'un journal. La seule restriction était la déclaration préalable du propriétaire du journal. Mais cette période de liberté n'a pu durer que deux ans, jusqu'à ce que les critiques envers le gouvernement deviennent de plus en plus lourdes. Les limites ont été établies à la liberté de presse, et aussi, le gouvernement a pu, en monopolisant la production du papier, contrôler la presse de point de vue économique.<sup>178</sup>

Le gouvernement de DP a abouti à ses fins par le coup d'Etat de 1960, et le comité de l'union nationale (*Milli Birlik Komitesi*) a pris le pouvoir

---

<sup>175</sup> SÖZERİ Ceren, "La presse magazine dans les groupes des médias et dans les médias indépendants en Turquie." Thèse de master recherche sous la direction de Prof. Dr. Dilruba ÇATALBAŞ ÜRPER, Université Galatasaray, Août 2006, p.19,

<sup>176</sup> SÖNMEZ, p.33,

<sup>177</sup> TILIÇ, p. 80,

<sup>178</sup> BAYBARS HAWKS, pp.40-41,

au nom des forces militaires. Pendant cette période de gouvernement militaire qui a duré un an, la censure était interdite et les lois qui limitaient directement la liberté de presse étaient annulées. Par contre, le comité de l'union nationale gardait la réserve en soi de suspendre ou annuler les publications si nécessaire.<sup>179</sup>

Avec la mise en place de la Constitution de 1961, de grandes libertés étaient assurées à la presse. Plusieurs nouveaux titres sont entrés en scène. Le tirage total des journaux turcs a doublé par cette atmosphère de liberté. Le tirage total des journaux en 1955 était 500 mille pour une population de 24 millions, alors qu'en 1964 le tirage total était plus d'1 million pour une population de 30 millions.<sup>180</sup>

Cette période de liberté a vécu une pause pendant les années 1970. La déclaration d'un mémorandum par l'Armée turque en 1971 a causé la suspension des journaux *Akşam* et *Cumhuriyet* pour 10 jours, les journaux *Bugün*, *Yeni Sabah* et le magazine *Ant* pour une durée imprécise. D'après les modifications sur les articles de la liberté de presse de la Constitution de 1961, le droit de faire saisir la publication était donné aux procureurs et les causes de ce délit étaient définies en termes très vagues.<sup>181</sup>

Le secteur médiatique, notamment la presse par son histoire plus ancienne que les autres, a été le cible des pouvoirs politiques. La volonté de contrôle étant primordiale pour les gouvernements et les dirigeants, les médias ont du se heurter à des restrictions idéologiques et économiques importantes. Pour l'histoire des médias en Turquie les contraintes économiques entrent en scène de façon plus fortes dans les années 1980, par le passage à l'économie de marché, par la transformation du secteur médiatique en un secteur économique rentable entre autres.

---

<sup>179</sup> BAYBARS HAWKS, p.41,

<sup>180</sup> TILIÇ, p.81,

<sup>181</sup> SÖZERİ, p.29,

## 2- L'ère des empires médiatiques

Dans les années 80, la volonté de participer le quatrième pouvoir a poussé les entrepreneurs dont l'activité était dans les secteurs de financement, de télécommunication et de service, à inverser dans le secteur média. Les causes primaires de la volonté était de gagner les concours étatiques, profiter du processus de privatisation, avoir un accès plus facile aux crédits des banques étatiques, aussi que l'utilisation des médias pour faire la publicité des autres firmes que possédaient ces entrepreneurs.<sup>182</sup> Par ailleurs, le passage à l'économie de marché défini par Turgut Özal qui après les élections de 1983 est devenu premier ministre, en tant que "la grande transformation" a exigé une plus vite et plus vaste circulation d'informations.<sup>183</sup>

Ce courant, outre les nouveaux titres en voie d'entrer accéder au secteur, a aussi obligé les journaux qui fonctionnaient déjà. *Asil Nadir*, un entrepreneur chypriote a acheté les journaux *Güneş*, *Günaydın* et le groupe *Gelişim*. Mais il a subi la résistance des concurrents et, avec la crise de son groupe *Polly Peck*, il a reculé. Une autre attaque est venue d'Izmir. La famille *Bilgin*, menant son activité dans les limites régionales à Izmir jusque là, a décidé de publier un journal qui s'appelle *Sabah* à Istanbul. Les réactions qu'il a reçu des autres journalistes et des propriétaires de journaux sous prétexte qu'il ignorait l'éthique du journalisme pour augmenter sa rentabilité n'a pas pu l'arrêter.

La grande transformation en éliminant les classes moyennes a ouvert le chemin aux mouvements islamistes qui se sont organisés sous forme de partis politiques, dont le plus important était le Parti de Prospérité (RP). Ces regroupements islamistes se sont servis de plusieurs journaux et plus tard dans les années 90 de plusieurs chaînes de radio et de télévision.<sup>184</sup> Ils ont vite compris l'importance des médias pour la propagation de nouvelles idéologies.

---

<sup>182</sup> SÖNMEZ, p.35,

<sup>183</sup> TILIÇ, 86,

<sup>184</sup> TILIÇ, 85,

Les nouvelles technologies de publication et surtout la mise en place des chaînes de télévisions privées dans les années 90, accompagnées par la demande des acteurs politiques pour le soutien médiatique ont renforcé le processus de monopolisation du secteur média entre les mains des conglomérats.<sup>185</sup> Par ailleurs les groupes de presse ont construit des cartels de distribution et de marketing pour partager le marché. Ces groupes pouvaient faire des nouveaux investissements dans les média grâce aux politiques de privatisation et aux supports économiques du gouvernement. Au cours des années 1990, la plupart du marché appartenait au *Groupe Doğan* de *Aydın Doğan*, suivi du groupe *Bilgin* de *Dinç Bilgin*. Ces deux groupes ont mis les autres entreprises de presse dans une relation de dépendance dans le domaine de distribution et de publicité.<sup>186</sup>

L'entrée de différents groupes d'investissement dans le secteur média a aggravé les relations de force qui existait déjà entre les média et le pouvoir politique. Au cours des années 1990, plusieurs journalistes se trouvaient dans les listes des partis politiques.<sup>187</sup> Pour la première fois dans l'histoire de la République turque tellement de journalistes avaient gagné une identité d'acteur politique.

Par ailleurs, avec le gouvernement de Turgut Özal, les journalistes étaient de plus en plus proches des hommes politiques. Les visites officielles aux pays extérieurs se réalisaient accompagnées de plusieurs journalistes accrédités par le gouvernement. Comme partout dans le monde, les journalistes politiques souhaitaient se mettre en valeur aux yeux des hommes de pouvoir, avoir des rapports d'amitié avec eux sous prétexte d'obtenir des informations. Mais cela les rend courtisans, ils ne font plus leur métier. Ils approchent le pouvoir et en sont contents parce qu'ils se sentent importants.<sup>188</sup>

---

<sup>185</sup> SÖNMEZ, pp.40-47,

<sup>186</sup> SÖZERİ, p.34,

<sup>187</sup> TILIÇ, p.92,

<sup>188</sup> PEAN Pierre, CRISTOPHE Nick, **TF1: Un Pouvoir**, Paris, Fayard, 1997, pp.304-305,

Les relations pouvoir politique-média n'était pas limité aux contraintes économiques et politiques réciproques auxquelles risquent se heurter les propriétaires des groupes médiatiques et les acteurs politiques. Les partis politiques avaient aussi commencé à utiliser les professionnels de la communication pour les campagnes électorales. Pour les élections de 1983 Manajans avait préparé un large programme de campagne pour Turgut Özal. Après le succès aux élections, ANAP présidé par Özal a continué à utiliser les techniques de la communication, l'un des exemples les plus importants étant le programme de télévision "İcraatın içinden" pendant lequel le premier ministre informait le public sur les projets et les exécutions du gouvernement, préparé par Ava Ajans.<sup>189</sup>

Pendant la période d'après 1980, outre les groupes médiatiques en but économique, les groupes idéologiques aussi se sont mis en place. La montée de la politique islamiste en fait preuve. Avec la multiplication des chaînes privées de radio et de télévision en 1992, le nombre des chaînes islamistes en échelon local et national a augmenté parallèlement. Au milieu des années 1990, il y avait à peu près 200 radios islamistes, 40 chaînes de télévision local et national. En 1997, il y avait plus de 5 quotidiens dont 4 continuent à être publiés.<sup>190</sup>

La liberté de la presse accordé par la constitution de 1961, avait reçu des changements importants avec le Constitution de 1982. La nouvelle version de la loi de presse de 1950, accordait à l'Etat le pouvoir de suspendre ou annuler la distribution des publications qui peuvent risquer l'unité de la nation et de l'Etat sans qu'il y ait un ordre du tribunal. Au cours de l'année 1989, 16 journalistes étaient arrêtés pour 394 procès. La même année les journaux Sabah, Hürriyet, Bugün et yeni Nesil dont le tirage total était 1,5 millions étaient fermés dix fois par les autorités gouvernementales.<sup>191</sup>

---

<sup>189</sup> CİNMAN ŞİMŞEK Melda, "Refah partisinde halkla ilişkiler ve reklam" Yeni Türkiye, no.11, Sept-Oct 1996, p.875,

<sup>190</sup> TILIÇ, p.90,

<sup>191</sup> BAYBARS HAWKS, p.47,

Mise à part, les restrictions judiciaires, une auto-censure existait au sein des médias. Les journaux, pour ne pas contredire le gouvernement pouvaient changer leur discours d'un jour à l'autre afin de ne pas perdre les crédits ou les privilèges accordés par le gouvernement. Les propriétaires des médias, pour ne pas risquer leurs activités dans les autres secteurs ont accepté d'être des publications "officielles" du gouvernement.<sup>192</sup>

Comme on voit dans plusieurs exemples dans le monde, la pluralité des titres publiés n'est pas forcément accompagné d'une liberté d'opinion. Les propriétaires peu nombreux, la nécessité de financement, et les contraintes politiques obligent les médias à s'éloigner de leur caractère informatif, égalitaire et libre. Seul, les petites publications indépendantes ou les publications qui peuvent s'auto-financer dans ce cas peuvent garder en eux la force d'être un quatrième pouvoir. Les règles du jeu politique et économique ruine dans plusieurs exemples la liberté, or la volonté d'être les garants de la démocratie en informant les citoyens à tout prix, peut aider aux médias de regagner leur pouvoir.

## **B- Le Gouvernement Erdoğan (AKP)**

La montée des courants islamistes n'est pas un phénomène nouveau pour la vie politique turque. Commencant par les années 1960, les groupes islamistes se sont organisés sous de différents noms mais l'entrée dans l'arène politique de ceux-ci date de 1970 avec la fondation du Parti de l'ordre national (*Milli Nizam partisi*) sous la présidence de *Necmettin Erbakan*. En 1971 le parti était dissout par la Cour Constitutionnel, mais le groupe n'a attendu qu'un an pour réorganiser le parti sous le nom de *Milli Selamet Partisi*.<sup>193</sup> Pendant le coup d'Etat le parti était fermé encore une fois et, après cette période il est de nouveau entrée en scène sous le nom de Parti de Prospérité (*RP*).

---

<sup>192</sup> TILIÇ, p.90,

<sup>193</sup> CİNMAN ŞİMŞEK, p.876,

Le parti de Justice et Développement (*AKP*) fondé en Août 2001 est une fraction de ce parti dont la deuxième fraction est Le Parti de la félicité (*Saadet Partisi*). *Recep Tayyip Erdoğan* qui était le maire d'Istanbul élu du parti de Prospérité, est le premier ministre depuis 14 mars 2003. L'idéologie du parti résumée en "conservateur démocrate" n'est pas loin d'être la suite de *RP* qui fait craindre les opposants qu'il soit une façade pour les islamistes et pour les anti laïcs.

### 1- Les élections du 3 Novembre

Les élections du 3 Novembre 2002, se sont réalisées en tant qu'élections anticipées à cause des crises économiques de à peu près deux ans marquée par la perte de valeur de la monnaie turque de 40% et par une récession de 10% de l'économie réelle au bout d'un an accompagné d'un million de chômeurs supplémentaires<sup>194</sup>, et des crises de la coalition gouvernementale formé par Parti de la Gauche Démocratique (*DSP*), Parti de l'Action Nationale (*MHP*) et Partie de la Mère Patrie (*ANAP*), après les élections législatives de 1999.

La victoire des néo-islamistes aux élections législatives turques est d'une ampleur supérieure à celle prévue par les sondages et constitue un événement politique sans précédent. Le Parti de justice et de développement (*AKP*), a réalisé une percée inattendue, remportant 34,2% des suffrages exprimés, soit près de 10% de plus que les enquêtes d'opinion prévoyaient. Le parti islamiste obtient la majorité absolue du Parlement en remportant trois cent soixante-trois sièges.<sup>195</sup>

Aux élections les électeurs turcs ont exprimé un rejet de la classe politique traditionnelle, éliminant l'ensemble des partis sortants du parlement. Le parti de la gauche démocratique recueille 1,2% des suffrages, le parti de l'action nationale obtient 8,3% et le parti de la mère patrie recueille que 5%

---

<sup>194</sup> DORRONSORO Gilles, MASSICARD Elise, PEROUSE Jean-François, "Turquie: changement de gouvernement ou changement de régime?" Contre-jour,

<sup>195</sup> DELOY Corinne, "Victoire sans précédent des islamistes aux élections législatives de Turquie", [www.robert-schuman.org/oe/turquie/resultats.htm](http://www.robert-schuman.org/oe/turquie/resultats.htm)

des suffrages. Le parti de la juste voie (*DYP*) recule de 12,01% à 9,5%, alors que la nouvelle formation de *Cem Uzan* qui était le propriétaire du groupe médiatique *Uzan*, le Parti jeune (*Genç Parti*) obtient 7% des voix.<sup>196</sup>

Tableau 3.1 Les résultats des élections législatives de 2002<sup>197</sup>

TAUX DE PARTICIPATION AUX ELECTIONS 79%		
FORMATIONS POLITIQUES	POURCENTAGE DES SUFFRAGES EXPRIMES	NOMBRE DE SIEGES
Parti de la justice et du développement (AKP)	34,2	363
Parti républicain du peuple (CHP)	19,3	178
Parti de la juste voie (DYP)	9,5	0
Parti de l'action nationale (MHP)	8,3	0
Parti jeune (Genç)	7	0
Parti de la mère patrie (ANAP)	5	0
Parti de la gauche démocratique (DSP)	1,2	0

Tableau 3.2 Les résultats des élections législatives de 1999<sup>198</sup>

TAUX DE PARTICIPATION AUX ELECTIONS 85,2%		
FORMATIONS POLITIQUES	POURCENTAGE DES SUFFRAGES EXPRIMES	NOMBRE DE SIEGES
Parti de la gauche démocratique (DSP)	22,19	136
Parti de l'action nationale (MHP)	17,89	129
Parti de la vertu (Fazilet)	15,41	111
Parti de la mère patrie (ANAP)	13,22	86
Parti de la juste voie (DYP)	12,01	85
Parti républicain du peuple (CHP)	8,71	0
Parti démocratique du peuple (HADEP)	4,75	0
Indépendants	1,5	3

<sup>196</sup> idem,

<sup>197</sup> source AFP, cité dans Deloy,

<sup>198</sup> source AFP, idem,

Ce qui est intéressant c'est que un tiers des électeurs ont voté pour AKP présidé par Recep Tayyip Erdoğan qui avait purgé quatre mois de prison en 1999 pour ses discours, pour un parti qui est issu de RP interdit par la justice turque pour atteinte à l'ordre constitutionnel laïque. Mais le gouvernement d'AKP ayant la majorité absolue au Parlement se trouve dans une position de force pour imposer une ligne politique cohérente pendant plusieurs années, sans avoir à négocier avec des partenaires au sein d'une coalition.<sup>199</sup> Cette situation politique cohérente a reçu des anticipations positives de la part des acteurs économiques et aussi des acteurs médiatiques. Le discours du parti "anti-laïque" a laissé la place à un discours du gouvernement "stable et libérale". La déclaration de Javier Solana, Haut représentant de l'union européenne pour la politique étrangère et de sécurité commune fait preuve de cette timidité: *"Nous devons juger le prochain gouvernement turc à ses actes...Si nous prenions des décisions ou faisons des déclarations sur le simple fait qu'un parti est islamiste, modéré ou pas, nous ferions une grande erreur..."*<sup>200</sup>.

## 2- L'idéologie du parti

Le programme du parti qui date de 2003<sup>201</sup> montre en grandes lignes l'idéologie du parti et du gouvernement AKP. Concernant les droits et les libertés fondamentales, la liberté d'opinion et d'expression, le parti met en place l'idéale des libertés au niveau international. Les droits des minorités doivent être garantis par la Constitution. Le paragraphe qui suit les libertés fondamentales aborde directement la liberté de religion et la définition du laïcisme. Selon le programme, le laïcisme c'est accorder une liberté de religion à toutes et à tous la possibilité d'exercer les obligations et les nécessités de leur religion et aussi, d'accorder une liberté à tous ceux qui ne croient pas. Le parti refuse dans son programme de se servir de la religion en tant que critère pour accorder des privilèges aux membres d'une religion,

---

<sup>199</sup> DORRONSORO, MASSICARD, PEROUSE, p.13,

<sup>200</sup> DELOY, p.4,

<sup>201</sup> Le programme d'AKP, [www.akparti.org.tr](http://www.akparti.org.tr)

ce qui peut renvoyer aussi dans le cas de la Turquie à l'interdiction de porter un foulard pour celles qui travaillent dans les insititutions administratives et pour les étudiantes.

Le programme du parti définit l'idéologie du parti sur la vie politique, étant le garant d'une vie politique basée d'honeteté et de mérite. Selon cette idéologie, les interdictions pour les acteurs politiques et pour les partis politiques sont un obstacle devant un sphère politique transparent et honête. Dans cette perspective, le financement des partis doit être transparent et les privilèges judiciaires accordés aux parlementaires doivent être annulées. Or, le gouvernement d'AKP, n'a pas pu réaliser cet idéal.

Sur la liberté des média, le programme du parti promet d'effacer les effets néfastes des relations entre les pouvoirs politiques, économiques et les média. Pour ce faire, l'amélioration des sécurités sociales et des sécurités de travail qui peut dans un sens affaiblir la dépendance des journalistes aux pouvoirs dominants se trouve dans le programme. Un autre article du programme prévoir la réorganisation des institutions de contrôle des média afin d'échaper au risque de manipulation des derniers par les idéologies et pouvoirs politiques. Il prévoit aussi une nouvelle réglementation pour empêcher la monopolisation du secteur médiatique.

Les articles du programme sont en général prévoient des changements positifs sur les sujets des droits et des libertés d'opinion, d'expression et des média. Mais, ces libertés et droits ne sont pas uniquement liés aux réglementations institutionnelles et juridiques. Les relations entre les différents sphères devenant de plus en plus une relation d'interdépendance compliquée, limite les média de faire le contrôle du programme, et d'interroger les activités du gouvernement si nécessaire.

## C- Le Cas des 100 Œuvres fondamentales

Le cas des 100 Œuvres fondamentales recommandées par le Ministère de l'Education Nationale est la conséquence de la politique de l'éducation du gouvernement AKP.

Les 100 Œuvres fondamentales sont les œuvres classiques de la littérature du monde et les livres de référence. Le Ministère de l'Education Nationale (MEB), en but de accomplir sa mission de soutenir la culture nationale au niveau des enfants, a publié, il y a deux ans, une liste des œuvres recommandées. L'impression de ces livres étant libre, les imprimeries, en but de profit, ont augmenté leur tirage mais en échappant au contrôle du "Talim ve Terbiye Kurulu" chargé de contrôler la conformité des livres publiés pour la formation.

### 1- Politique de lecture complémentaire dans les écoles

Comme assez bien déterminé dans le programme du parti, l'éducation nationale se place aux premiers rangs de l'agenda politique du gouvernement. Dans son discours d'ouverture de la réunion du Parti en 2003, le président Recep Tayyip Erdoğan définit l'éducation nationale: *"L'éducation est le fondement de toute sorte de développement. C'est pourquoi le soutien de l'éducation est l'une des plus importantes questions de notre gouvernement. Pour la formation des individus autonomes et agréés, il est indispensable d'améliorer la qualité du système éducatif, de sauver l'éducation des conflits politiques et idéologiques. A la lumière de tout ces faits, nous allons mettre en place une réforme en but de réaliser un système égalitaire, accessible à tous."*<sup>202</sup>

Le projet de 100 œuvres fondamentales est lancé pour augmenter le taux de lecture aux lycées qui était alors 1,8 livres par élève. Les élèves, après la réalisation du projet seraient obligés de lire les œuvres de la

---

<sup>202</sup> ERDOĞAN Recep Tayyip, discours 2003, [www.akparti.org.tr](http://www.akparti.org.tr)

littérature mondiale et de la littérature turque et allaient préparer des devoirs à être notés sur ces livres.

Les livres dont les élèves seront obligés de lire sont choisis par un comité formé des auteurs, des journalistes, des linguistes et présidé par *Prof. Dr. Nejat Birinci* (conseiller du Ministère de la Culture). Les débats ont commencé par le lancement du projet. Les critiques étaient en deux directions dont l'une mettant en place les problèmes qui peuvent naître de la "limitation" en 100 œuvres des livres qui valent être lus. Selon *Özdemir İnce* par exemple, une recommandation par le MEN des livres peut faire un effet de censure sur les livres qui ne sont pas en liste.<sup>203</sup> Le syndicat des auteurs turcs aussi a demandé l'annulation du projet à cause des mêmes raisons. La deuxième critique était sur le choix des livres. Plusieurs journalistes ont critiqué l'absence des œuvres des auteurs vivants, alors que le comité avait décidé de ne pas les mettre dans la liste pour ne pas éveiller les critiques.

Juste après le lancement du projet, alors que continuaient les débats, le journal *Milliyet* a décidé donner à ses lecteurs un résumé des 100 œuvres en plus de 400 pages et a lancé ce projet en tant que projet de support à la politique de lecture.<sup>204</sup> Cette campagne de promotion cachée a subi d'importants critiques, surtout du journal *Sabah*, accusant *Milliyet* d'être hypocrite.<sup>205</sup> Or, à peu près un an et demi après *Sabah*, aussi a déclaré qu'il allait donner les livres recommandés à ses lecteurs grâce à une coopération avec la maison de publicité *Alkım*.<sup>206</sup>

## 2- La crise d'août 2005

Après les critiques qui ont duré pendant quelques semaines, une nouvelle crise a été lancée en Août 2005. La liste était changée par MEB due aux pressions exercées par l'opinion publique conservatrice qui critiquaient

---

<sup>203</sup> *Hürriyet*, 03.10.2004,

<sup>204</sup> *Milliyet*, 21.09.2004, "100 Temel Eser" Abbas Güçlü

<sup>205</sup> *Sabah*, 21.09.2004, "Kitap özetleri bile fazla. Son cümleler yeter!" Mehmet Barlas

<sup>206</sup> *Sabah*, 26.03.2006,

l'absence des deux auteurs *Mehmet Akif Ersoy* et *Necip Fazıl Kısakürek*. Le ministre de l'éducation nationale *Hüseyin Çelik* a déclaré que les œuvres de ces deux auteurs n'étaient pas convenables au niveau des élèves, et qu'ils allaient choisir leurs histoires convenables pour en faire un livre.<sup>207</sup> Or la liste a été changée juste après la déclaration du ministre. Le *Petit Prince* de Saint-Exupéry étant hors liste, a laissé la place aux œuvres de *Mehmet Akif Ersoy* et de *Necip Fazıl Kısakürek* qui sont plus proches de l'idéologie conservatrice.

Les commentaires de quelques auteurs sur cette modification sont en même ligne. Selon *Feyza Hepçilingirler*, les doutes sur le projet de lecture du MEN, ne sont plus des doutes depuis ce changement. Selon *Bilgin Adalı*, cette décision est totalement politique et le projet de lecture n'a aucune intention d'augmenter le taux de lecture ou d'améliorer la qualité de l'éducation nationale.<sup>208</sup>

Cette modification de la liste attirant les attentions sur *Le Petit Prince* publiés en Turquie, a mis en scène la question de traduction juste. Les commentaires de *Murat Belge* sont importants sur le sujet de traduction: "En Turquie, les traductions ne sont pas faites de façon parallèle à l'originalité de l'œuvre mais de façon parallèle à l'idéologie dominante. Pour nous, il n'est point important qu'une réalité soit manipulée. Plus loin, dans notre interprétation les réalités existent pour être manipulées."<sup>209</sup>

Le changement de la liste qui a attiré les attentions sur *Le Petit Prince* de Saint Exupéry a remis en scène aussi la publication illégale du livre. Avec la modification en 1996 de la loi sur les droits de propriété intellectuelle, les maisons de publications sont obligées de payer pendant 70 ans après la mort de l'auteur le montant des droits. Pour *Le Petit Prince*, le montant n'est payé que par *Mavibulut*, mais nombre d'autres maisons de publication comme *Nehir*, *Gün* et *Parıltı* continuent à publier le livre, et probablement plusieurs autres dont la demande est augmentée. Anne Solange Noble responsable

---

<sup>207</sup> RADIKAL, 03.08.2005,

<sup>208</sup> RADIKAL, 03.08.2005,

<sup>209</sup> RADIKAL, 12.08.2005,

de Gallimard déclare sur ce problème que faute de distance, ils ne peuvent pas contrôler et agir sur les publications illégales.<sup>210</sup> Ce qui est curieux c'est que malgré les efforts de Mavibulut pour arrêter la publication du livre par les autres maisons de publication, et malgré la loi de 1996, ces dernières peuvent continuer à leur activité illégale. Dans cette manque de contrôle, il n'est pas étonnant qu'il y ait des traductions éronnées et parfois idéologiques comme le dit Murat Belge.

Pendant cette période de petite crise largement évoqué par Radikal, Les journaux Sabah, Hürriyet, Milliyet et Zaman ont publié chacun seulement un article. L'article de Hürriyet concernait le sujet de 100 œuvres, mais était loin d'aborder la crise.

Tableau 3.3 Les titres et les dates des articles publiés de 3 à 15 août 2005

TITRE DU JOURNAL	DATE DE PUBLICATION	TITRE DE L'ARTICLE
SABAH	03.08.2005	Küçük Prens listeden çıkarıldı
RADİKAL	03.08.2005	Küçük Prens out Necip Fazıl in
HÜRRİYET	04.08.2005	100 temel eser meclis gündeminde
MİLLİYET	08.08.2005	Küçük Prens'in başına gelenler
ZAMAN	10.08.2005	Küçük Prens çıktı, Necip Fazıl ve Mehmet Âkif listeye girdi
RADİKAL	10.08.2005	Çocuk kitaptan soğuyacak
RADİKAL	12.08.2005	Küçük Prens nasıl okunur?
RADİKAL	15.08.2005	Küçük Prens korsanlara karşı

Comme on peut voir sur le tableau, mis à part Radikal, le changement de la liste des livres recommandés n'a pas reçu une grande réaction de la presse. Considéré par plusieurs auteurs et journalistes comme un projet politique plutôt que social, les 100 œuvres fondamentales restent d'être discutées. Le silence de la presse sur ce sujet est apparente de point de vue relations média-pouvoir politique. Sauf les seules nouvelles distribués par les agences de presse, et les colons de quelques journalistes, ce problème social et aussi politique qui peut provoquer des effets néfastes sur le public n'a pas été suffisamment abordé.

<sup>210</sup> RADİKAL, 15.08.2005,

### 3- Le “scoop” de Radikal en août 2006

A peu près un an après, la crise de traduction et d'impression illégales sont de nouveau sur la scène. Lancée par Radikal, les différentes traductions sans contrôle et sous l'emblème de MEB qui assure une certaine garantie aux yeux des parents qui achètent ces livres, sont exposés au public. Les livres transformés en des outils de manipulation par leur traduction parallèle à la culture islamique, loin d'assurer une culture générale aux enfants, les éloignent de la culture mondiale. Puisque les livres à moins de 96 pages échappent à l'obligation de licence, les imprimeries engagées résumement les livres pour ne pas être soumis au contrôle.

Cette dernière crise a été lancée le 19 Août 2006 par l'article d'Umay Aktaş, journaliste à Radikal, sous le titre de “Hayırlı Sabahlar Hans” étant un mot de culture islamique. Les autres journaux n'ont pas réagi de façon aussi vite et efficace. Les nombres d'articles publiés dans une période d'un mois sur le sujet par les autres journaux peut aider à voir la différence.

Tableau 3.4 Le nombre d'articles publiés de 19 Août à 15 Septembre 2006

TITRE DU JOURNAL	NOMBRE D'ARTICLES PUBLIES			TOTAL
	19-26 Août	27 Août - 3 Septembre	4 Septembre - 15 Septembre	
RADİKAL	22	7	4	33
SABAH	5	0	0	5
HÜRRİYET	10	4	0	14
MİLLİYET	5	0	0	5
ZAMAN	4	2	2	8

Face au bombardement sur le sujet qu'à effectué Radical appelant le public, les organisations non-gouvernementales et le ministère à prendre conscience, la première réaction du ministre de l'éducation nationale était spectaculaire. *“L'intervention aux imprimeries est hors sujet. C'est aux*

*parents de choisir la bonne traduction.*"<sup>211</sup> Or les ONG, ont réagi de façon plus responsable. La proposition de Alaaddin Dinçer (président général des syndicats d'éducation- *Eğitim-Sen*) d'accorder la responsabilité d'imprimer et de distribuer les livres recommandés<sup>212</sup> peut constituer une solution efficace.

Cette proposition, peut être considéré comme une menace aux libertés, mais d'une autre côté, il est nécessaire d'établir une certaine contrôle puisque c'est un sujet concernant la formation des enfants. Pour alléger les effets néfastes d'une intervention étatique, le ministère peut impliquer le contrôle des livres, l'instance à réaliser le contrôle étant un conseil indépendant.

Dans la période qui suit, les réactions des ONG et du public ont continué, Radikal a son côté a continué à évoquer le sujet. La réponse du ministère n'a pas pris longtemps. Un jour après la première réaction du ministère, une deuxième, plus tempérée accusant les imprimeries d'agir de façon irresponsable, est arrivée. Une troisième affirmation du ministère, face au bombardement continu s'éloigne nettement de sa première déclaration. *"L'investigation sur ces livres sera vite effectuée et les mesures nécessaires sur ceux qui impriment ces livres seront prises."*<sup>213</sup>

L'une des maisons d'éditions accusées, a, dans quelques jours déclaré qu'ils prenaient les articles parus en tant qu'avertissement et qu'ils vont retirer tout la serie des magazines. Cette affirmation est venue au même jour où le parti d'opposition CHP a préparé un questionnaire au sein du parlement sur le sujet de la responsabilité du gouvernement sur les livres publiés sous l'emblème de recommandation par le ministère. Par cela, l'action médiatique en but d'éveiller l'opinion sur une question sociale qui intéresse toutes les couches de la société, a aboutit à la mise en agenda de cette question dans l'espace politique.

---

<sup>211</sup> RADIKAL, 20.08.2006, [www.radikal.com.tr/haber.php?haberno=196295](http://www.radikal.com.tr/haber.php?haberno=196295)

<sup>212</sup> RADIKAL, 20.08.2006, [www.radikal.com.tr/haber.php?haberno=196296](http://www.radikal.com.tr/haber.php?haberno=196296)

<sup>213</sup> RADIKAL, 22.08.2006, [www.radikal.com.tr/haber.php?haberno=196503](http://www.radikal.com.tr/haber.php?haberno=196503)

Par la suite, les accusations des écrivains vers le ministère d'être favorable à la manipulation de la société et de supporter ce type de publication en jouant les trois singes, ont obligé le ministre de l'éducation nationale Hüseyin Çelik à s'exposer à la télévision et à faire une déclaration qu'ils vont considérer la publication de ces livres en tant que crime, qu'ils vont prendre les mesures nécessaires et qu'ils vont, par la voie d'une déclaration officielle adressée aux directions d'éducation nationale dans les villes, interdire la circulation de ces livres dans les écoles.<sup>214</sup>

L'appel de İsmet Berkan aux lecteurs d'agir contre cet événement a provoqué un jour après, la réaction du Premier Ministre Recep Tayyip Erdoğan étant influencé par les réflexions du public. Parallèlement au riposte du premier ministre, le ministre de l'éducation a fait une déclaration mettant le gouvernement à la place de victime au sein de la crise.

L'influence de la presse a aboutit le niveau le plus élevé par la publication de la crise aux média internationaux. La présence à la une pendant cinq jours de ce sujet a par cela touché toutes les instances nécessaires. Le processus a continué avec l'organisation d'un forum rassemblant les écrivains, les représentants des syndicats et les représentants des ONG. Le dernier effet de la prise en main de la question par Radikal s'est réalisé par le projet d'une question parlementaire préparée par CHP contre le ministre de l'éducation nationale.

Ce processus d'une quinzaine de jours provoque la remise en question de la crise des média. Les média débarassés des contraintes politiques et économiques, sont en effet capables de faire commencer et de mener une action sociale. Dans notre cas, la publication successive des articles concernant la politique éducationnelle du gouvernement a reçu l'effet et la réaction désirée. Ce qui prouve l'influence des média sur l'opinion publique. Par ailleurs, les déclarations des responsables politiques concernant l'opinion publique mettent en évidence l'influence d'un public conscient et organisé sur les actions politiques.

---

<sup>214</sup> RADIKAL, 26.08.2006, [www.radikal.com.tr/haber.php?haberno=196892](http://www.radikal.com.tr/haber.php?haberno=196892)

Pendant toute cette période, les autres médias n'ont pas réagi comme Radikal. La publication des articles peu nombreuses n'a pas suffi à créer un effet. Les auteurs des autres journaux n'ont pas agi non plus. Cela peut avoir différentes causes pour différents médias. Premièrement, les journaux plus proches de l'idéologie islamistes sauf les petites articles n'ont pas abordé le sujet. Par contre dans la période de lancement et avant la crise de traduction, les articles dont le contenu est les exemples de la réalisation du projet (comme organiser des concours de lecture avec un prix au gagnant du série des 100 œuvres fondamentales) avaient trouvé une place pour eux dans ces journaux. Pour les journaux libérales, le problème est un peu plus complexe. Ces journaux appartenant à de grands groupes médiatiques n'ont pas risqué leur position dans le marché. Ce qui veut dire que, la plupart du temps la volonté de préserver la rentabilité politique et économique peut peser sur le devoir d'informer et guider le public.

Par contre, ces conclusions, nous font retourner vers l'une des questions de départ. Si les médias ont une telle force, comment assurer la protection contre un probable abus de ce pouvoir? Si les médias, en publiant à la une du journal peuvent éveiller une réaction populaire, pourquoi beaucoup d'autres questions sociales ne sont pas abordées? Si les médias exercent une fonction d'agenda, sous quelles contraintes réalisent-ils cette fonction? Faut-il toujours penser au pouvoir des médias avec une présupposition négative?

## **CONCLUSION**

Les citoyens, membres de l'organisation politique dans les démocraties modernes, bien que l'indifférenciation politique occupe de plus en plus la société, ne peuvent pas se passer de leur besoin de communication interpersonnelle et d'information sur la multitude de questions qui l'entourent. Les médias de masse à ce point jouent un rôle indispensable à la survie des sociétés.

Les démocraties en évolution dans le processus historique adaptent les médias à leurs exigences, et au contraire, le développement des médias de masse oblige les démocraties à s'adapter aux règles du jeu médiatique. La propagande devient la communication politique qui au bout laisse la place au marketing politique dirigé par les règles pures de marketing dans la société de consommation.

Les besoins matériels et psychologiques des individus à leur tour modifient l'usage dont ceux-ci font des médias. La fonction d'information des médias laisse la place en dehors des cas spéciaux comme la guerre, à une fonction de distraction que l'individu de notre temps aspire le plus dans le chaos de la vie quotidienne.

Mais, l'aspiration d'une communication et des médias idéaux occupent toujours une place importante parmi les problématiques actuelles. La question de départ pour étudier était "Qui domine qui?". A la lumière de tout ce qu'on a vu, la réponse n'est toujours pas nette. Les relations entre les médias, le monde politique, le monde économique et le public ne peut pas être expliqué par la domination de l'un sur les autres. C'est une balance qui oscille d'un côté à l'autre sans aboutir à la disparition d'aucun d'eux. Car, une fois perdu cette balance, les fondements des régimes démocratiques

tels que la liberté, l'égalité, la souveraineté du peuple, les droits de l'homme ne peuvent pas trouver un espace favorable à la survie du régime.

La question ici change de direction. Puisque les relations entre les instances énumérés ci-dessus ne risquent pas d'être favorable à l'un d'eux qui provoquerait la chute du régime, que peut-on faire pour établir un meilleur niveau de la démocratie?

La réponse est simple mais n'est pas facile à réaliser. Premièrement, les média doivent se positionner à égale distance par rapport au public et aux détenteurs du pouvoir. Or, cela implique une indépendance des média qui n'est pas réalisable dans l'économie de marché. Le financement indispensable pour la survie des média n'est possible que par une tirage augmentée exigeant un financement populaire ou par le support des grandes entreprises économiques qui menacent l'indépendance des média.

Les règlements sur la monopolisation et les trusts peuvent rapprocher les média à l'idéale mais quelque soit son contenu, une réglementation étatique risque toujours de faire passer les média sous contrôle étatique, sous la domination de la politique. Par ailleurs, les détenteurs du pouvoir politique, due à leur fonction exécutive provoquent toujours une menace à la liberté des média qui sont le plus important outil d'information, de communication, de contrôle et d'action entre les mains du public.

Le quatrième pouvoir tout en perdant sa légitimité originelle alors fondée sur la liberté et l'autonomie, suscite encore les appétits gourmands des décideurs politiques et économiques. Manipulé et manipulateur, telle est à la fois la force et la faiblesse du quatrième pouvoir dans les champs social, politique et économique.<sup>215</sup>

Pour assurer la fonction d'égalité des démocraties modernes, les média de masses doivent être accessibles pour tous et à un prix bas. Cette accessibilité, n'est pas limitée à une fonction de réception. Tous doivent

---

<sup>215</sup> NDIAGA Loum, *Média et Démocratie*, Conférence prononcée en Groupe de recherche sur les média, Université Bordeaux III le 25.9.2002,

avoir accès aux média de masse et tous doivent avoir le droit d'exposer son opinion par les média.

La fonction d'agenda des média doit être accompagnée de l'éthique du journalisme. Les professionnels de la communication sont censés dans ce cas d'accepter la primauté de l'intérêt public dans toutes les actions qu'ils mènent. D'où l'indépendance politique et économique du journaliste entrant de nouveau en scène.

Dans toutes ces conditions, l'Internet qui est la forme la plus proche conforme aux exigences d'une démocratie directe idéale peut-elle accomplir cette fonction? Pour une réponse affirmative, il est évident que les problèmes menaçant les média de masse jusqu'à l'invention du réseau internet soient résolues. L'Internet qui fonctionne dans la même société individualisée et indifférente, dans un espace politique et économique soumis aux mêmes lois ne peut pas forcément arriver à combler la lacune de communication démocratique au sens du terme.

Par contre, l'Internet, due à son caractère plus libre, plus difficile à contrôler et plus accessible une fois assurée l'infrastructure nécessaire, peut premièrement réaliser la fonction de frein pour les pouvoirs dominants, et deuxièmement peut aider à changer l'ordre de la démocratie représentative par la possibilité d'un nouvel agora où chacun peut s'exprimer directement.

## **BIBLIOGRAPHIE**

### **A) OUVRAGES GENERAUX**

AVŞAR Zakir et ÖNGÖREN Gürsel, **Radyo ve Televizyon Hukuku**, Ankara, Piramit, 2003

BARBIER Frédéric et BERTHO LAVENIR Catherine, **Histoire des Média**, Paris, Armand Colin, 1996

BERTHO LAVENIR Catherine, **La Démocratie et Les Média au 20<sup>e</sup> Siècle**, Paris, Armand Colin, 2000

BIRNBAUM Pierre (dir.), **Le Pouvoir Politique**, Paris, Dalloz, 1975

BRAUD Philippe, **Sociologie Politique**, Paris, L.G.D.J, 2000.

BURDEAU George, **L'Etat**, Paris, Seuil, 1970

CAILLE Alain, LAZZERI Christian et SENELLART Michel (dir.), **Histoire Raisonnée de la Philosophie Morale et Politique**, Paris, La Découverte, 2001

CROTHERS Lane et LOCKHART Charles, **Culture and Politics**, New York, St. Martin's Press, 2000

DE CRESPIGNY Anthony et MINOGUE R. Kenneth, **Çağdaş Siyaset Felsefecileri**, İstanbul, Remzi Kitabevi, 1994

EASTON David, **Analyse du Système Politique**, Paris, Armand Colin, 1974

ERDOĞAN İrfan, **İletişimi Anlamak**, Ankara, ERK, 2002

GAXIE Daniel, **La Démocratie Représentative**, Paris, Montchrestien, 1996

GERSTLE Jacques, **La Communication Politique**, Paris, PUF, 1992

İÇEL Kayıhan, **Kitle Haberleşme Hukuku**, İstanbul, Beta, 2001

KÖKER Eser, **Politikanın İletişimi, İletişimin Politikası**, Ankara, Vadi, 1998

LACASSE François, **Mythes, Savoirs et Décisions Politiques**, Paris, PUF, 1995

LAVROFF Dmitri Georges, **Histoire des Idées Politiques**, Paris, Dalloz, 1994

LAZAR Judith, **Sociologie de la Communication de Masse**, Paris, Armand Colin, 1991

MATTELART Armand ve Michèle, **İletişim Kuramları Tarihi**, İstanbul, İletişim, 2003

MICHELS Robert, **Les Partis Politiques**, Paris, Flammarion, 1971

PACTET Pierre, **Institutions Politiques et Droit Constitutionnel**, Paris, Masson/Armand Colin, 1995

RAYNAL Jean-Jacques, **Histoire des Grands Courants de la Pensée Politique**, Paris, Hachette, 1999

REMOND René, **Histoire des Etats-Unis**, Paris, PUF, 2003

TOURAINÉ Alain, **Qu'est-ce que la Démocratie?**, Paris, Fayard, 1994

TOURAINÉ Alain, **Pour la Sociologie**, Paris, Seuil, 1974

## **B) OUVRAGES SPECIFIQUES**

ALBOUY Serge, **Marketing et Communication Politique**, Paris, l'Harmattan, 1994

BALLE Francis, **Le Mandarin et Le Marchand**, France, Flammarion, 1995

BALLE Francis, **Média et Sociétés**, Paris, Montchrestien, 1999

BAYBARS HAWKS Banu, **Terör Olaylarının Basın Özgürlüğüne Etkileri**, İstanbul, İstanbul Üniversitesi, 2002

BOUGNOUX Daniel, **La Communication contre l'Information**, Paris, Hachette, 1995, p.111,

BOURDIEU Pierre, **La Distinction. Critique Social du Jugement**, Paris, Ed. de Minuit, 1979

BOURDIEU Pierre, **Sur la Télévision**, Paris, Liber-Raisons d'Agir, 1993

CAYROL Roland, **Média et Démocratie: La Dérive**, Paris, Presses de Sciences Po, 1997

CHARLOT Monica, **La Persuasion Politique**, Paris, Colin, 1971

COULOMB-GULLY Marlène, **Radioscopie d'une Campagne**, Paris, Kimé, 1994

D'ALMEIDA Fabrice, **Images et Propagande**, Florance, Casterman-Giunti, 1988.

DERVILLE Gregory, **Le Pouvoir des Média**, Grenoble, PUG, 1997

DE VIRIEU François-Henri, **La Médiacratie**, France, Flammarion, 1990

DONEGANI Jean-Marie et SADOUN Marc, **La Démocratie Imparfait**, Paris, Gallimard, 1994

ELLENIUS, Allan (dir.), **Iconographie, Propagande et Légitimation**, Paris, PUF, 2001

GAUTHIER Alain, **L'Impact de l'Image**, Paris, L'Harmattan, 1993

GELARD Jean-Pierre (dir.), **Média, Mensonges et Démocratie**, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2005

GOFFMAN Erwing, **Les Rites d'Interaction**, Paris, Ed. de Minuit, 1974

HABERMAS Jürgen, **Droit et Démocratie**, Paris, Gallimard, 1997,

HABERMAS Jürgen, **L'espace Public**, Paris, Payot, 1993

HITLER Adolf, **Mon Combat**, Paris, Nouvelles Editions Latines, 1934

KALENDER Ahmet, **Siyasal İletişim"Seçmenler ve İkna Teknikleri"**, Konya, Çizgi, 2000

LAMIZET Bernard, **La Médiation Politique**, Paris, l'Harmattan, 1998

Mc LUHAN Marshall, **Pour Comprendre les Média**, Paris, Seuil, 1968

MERMET Gérard, **Démocrature**, Paris, Aubier-Montaigne, 1987

MOUCHON Jean, **La Politique sous l'Influence des Média**, Paris, l'Harmattan, 1998

PEAN Pierre, CRISTOPHE Nick, **TF1: Un Pouvoir**, Paris, Fayard, 1997

POULANTZAS Nicos, **Les Classes Sociales dans le Capitalisme d'Aujourd'hui**, Paris, Seuil, 1974

ROUSSEAU Jean-Jacques, **Du Contrat Social**, Livre I, chap. 7, Paris, Garnier-Flammarion, 1762

SFEZ Lucien, **Critique de La communication**, Paris, Seuil, 1990

SÖNMEZ Mustafa, **Filler ve Çimenler**, İstanbul, İletişim, 2003

TILIÇ Doğan, **Utaniyorum ama Gazeteciyim**, İstanbul, İletişim, 1998

WEBER Max, **Le Savant et Le Politique**, Paris, Union Générale d'Éditions, 1959

WIEVIORKA Michel, WOLTON Dominique, **Terrorisme à la Une**, France, Gallimard, 1987, p.213,

WOLTON Dominique, **Naissance de l'Europe démocratique**, Paris, Flammarion, 1993,

WOLTON Dominique, **Penser la Communication**, Paris, Flammarion, 1997

### **C ) THESES ET MEMOIRES**

CARTIANT Marc-Alexandre, "*La Démocratie Participative*" Mémoire préparé sous la direction de Jean DONIO et Stephane COTTIN, Université Paris II Panthéon/ASSAS, 2004

SÖZERİ Ceren, "*La Presse Magazine dans les groupes des média et dans les média indépendants en Turquie*" Mémoire préparé sous la direction de Prof. Dr. Dilruba ÇATALBAŞ ÜRPER, Université Galatasaray, Août 2006

### **D ) ARTICLES**

BOURDIEU Pierre, "*L'Opinion publique n'existe pas.*" **Questions de Sociologie**, Paris, Ed. de Minuit, 1984

BURGELIN Henri, "*Les succès de la propagande nazie*", **L'Allemagne de Hitler**, Paris, Seuil, 1991

KATZ Elihu, "*Les deux étages de la communication*", in BALLE, PADIOLEAU, **Sociologie de l'information, textes fondamentaux**, Paris, Larousse, 1973

KATZ Elihu, "*A propos des média et de leurs effets*", **Technologies et Symboliques de la Communication**, dir. Lucien SFEZ, Grenoble, Presses Universitaires de Grenoble, 1990

## E ) PERIODIQUES

### a) Articles

ARCHAMBAULT Jean-Pierre, "*Démocratie et Citoyenneté à l'Ere Numérique*" European Review of Political Technologies, Juin 2005

BERGMAN Dorine, *La Fonction d'Agenda : Une problématique en devenir*. HERMÈS 4, Paris, Editions du CNRS, mai 1989,

BOUVERESSE Jacques, "*Les Média, Les Intellectuels et Pierre Bourdieu*", Le Monde Diplomatique, Février 2004

BRUNE François, "*L'antipub, un Marché Porteur*", Le Monde Diplomatique, Mai 2004

BURGELIN Henri, "*Les succès de la propagande nazie*", L'Allemagne de Hitler, Paris, Seuil, 1991

CANTEK Levent, "*Medya Sarmalının Sar(ama)dıkları*", VIRGÜL, Juin 2000, <http://www.ilet.gazi.edu.tr/cantek/elizabet.html>

CHAMPAGNE Patrick, "*La Double Dépendance: Quelques remarques sur les rapports entre les champs politique, économique et journalistique*", HERMÈS, No.17-18, 1995

CİNMAN ŞİMŞEK Melda, "*Refah partisinde halkla ilişkiler ve reklam*" Yeni Türkiye, no.11, Sept-Oct 1996

DORRONSORO Gilles, MASSICARD Elise, PEROUSE Jean-François, "*Turquie: changement de gouvernement ou changement de régime?*" Contre-jour

HALIMI Serge, "*Média en Tenue de Campagne Européenne*", Le Monde Diplomatique, Mai 2005

KATZ Elihu et LIEBES Tamar, "*L'exportation du sens: lectures transculturelles de la télévision américaine*", **Etudes et documents d'information**, UNESCO, No 104, 1992,

LAMBERT Renaud, "*Média contre Média*", Le Monde Diplomatique, Juin 2005

LEVY Pierre, "*Pour l'Intelligence Collective*", Le Monde Diplomatique, Octobre 1995

LOBET-MARIS Claire et VAN BASTELAER Béatrice, "*Démocratie électronique et Citoyenneté Virtuelle*", Wallonie, Mars 2000

MALER Henri, *“Face à l’Ordre Médiatique”*, Le Monde Diplomatique, Mai 2004

MOTCHANE Jean-Loup, *“ limiter les Dégâts des Média”*, Le Monde Diplomatique, Février 1998

NDIAYE NTAB Michelle, *“Au Service de la Démocratie”* Le Courrier ACP-UE, no.170, Juillet-Août 1998

NEVEU Erik, *“Les émissions politiques à la télévision”*, Hermès, 17-18, 1995.

NOELLE-NEUMANN Elisabeth, *“La Spirale du Silence, une théorie de l’opinion publique”*, HERMÈS 4, Paris, Editions du CNRS, mai 1989,

RAMONET Ignacio, *“Média en Crise”*, Le Monde Diplomatique, Janvier 2005

UZTUĞ Ferruh, *“Siyasal Kampanya Planlamasında Pazarlama Yaklaşımı”*, Yeni Türkiye, Eylül- Ekim 1996, (Medya Özel Sayısı)

WINKIN Yves, *“Vers une anthropologie de la communication?”*, Sciences humaines, No.16, mars/avril 1997

WOLTON Dominique, *“Espace Public, un Concept à Retravailler”*, Etudes, Février 1996

ZILLIOĞLU Merih, *“Kitle iletişim alanındaki çalışmalarda temel yönelim ve değişimler”* Kurgu Dergisi, 1991, no:9,

## **b) Journaux et bulletins**

KAUFFMANN Sylvie, *“La Démocratie et les Média Américains”*, 28.10.2004, [www.lemonde.fr](http://www.lemonde.fr)

WOLTON Dominique, *“Pas de Démocratie sans Communication Politique”*, Le Monde, 04.05.05, [www.lemonde.fr](http://www.lemonde.fr)

ZARKA Yves Charles, *“Démocratie et Pouvoir Médiatique”*, Le Monde, 30.01.2002, [www.lemonde.fr](http://www.lemonde.fr)

## **F ) SITES INTERNET**

BOURDELOIE Hélène, *“La conjonction de la technique et de la culture: des média de masse au multimédia”*, <http://compositte.uquam.ca/2001.1/articles/bourde>, 2001.

CARRIER Micheline, "*Politique et Média*", <http://sisyphe.org/article.php3>, 25 juin 2002.

DELOY Corinne, "*Victoire sans précédent des islamistes aux élections législatives de Turquie*", [www.robert-schuman.org/oe/turquie/resultats.htm](http://www.robert-schuman.org/oe/turquie/resultats.htm)

LEVY Pierre, "*Internet et La Libération de la Parole*", 7 Mai 2002  
[www.unesco.org/webworld/points\\_of\\_views/fr\\_070502\\_levy.shtml](http://www.unesco.org/webworld/points_of_views/fr_070502_levy.shtml)

[www.radikal.com.tr](http://www.radikal.com.tr)

[www.hurriyet.com.tr](http://www.hurriyet.com.tr)

[www.sabah.com.tr](http://www.sabah.com.tr)

[www.milliyet.com.tr](http://www.milliyet.com.tr)

[www.zaman.com.tr](http://www.zaman.com.tr)

[www.akp.org.tr](http://www.akp.org.tr)